

8^{3/4}% WOOD GUNDY
692-4200
3 ANS
25 000 \$ minimum
GARANTI
Taux sujet à modification

LE SOLEIL

POUR VOUS ABONNER:
647-3333
Extérieur:
1-800-463-2362

MARDI 28 JANVIER 1992

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 30
50 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES 60¢ Plus TPS TVQ

50¢ Plus TPS TVQ

LE MONDE

Gennifer Flowers continue à hanter le gouverneur Clinton

Gennifer Flowers a répété hier ses accusations contre Bill Clinton, candidat à l'investiture démocrate, en faisant entendre des discussions enregistrées entre elle et son supposé ex-amant. **A-11**



QUÉBEC

Ottawa enquête sur le cas de Jean-Noël Tremblay

À la suite des révélations du SOLEIL sur le peu de visibilité du conseiller spécial du maire de Québec, le ministre Perrin Beatty a demandé une vérification du dossier. **A-3**

CAHIER SPÉCIAL

8 PAGES

Les mariés 92



Un heureux mariage entre le romantisme et le modernisme

Prenez soin de vos épaules, futures jeunes mariées, car cette année la mode les met en vedette par des décolletés auréolés d'encolures étoles. **C-1 à C-8**

LE QUÉBEC

La porte du Bloc se ferme pour les conservateurs déçus

De passage en Beauce, Lucien Bouchard a précisé hier qu'il se fait tard pour les députés conservateurs qui voudraient adhérer au Bloc québécois. **B-12**

L'INDEX

GÉNÉRAL	
Annonces classées	B-8 à B-11
Arts	B-6 et B-7
Bridge	B-10
Décès	B-12
Économie	B-1 à B-5
Éditorial	A-10
Horoscope	B-10
Le Monde	A-9 et A-11
Mode	C-1 à C-8
Où aller à Québec	B-6
Pierre Champagne	B-13
Québec et l'Est	B-13 et B-14

TABLOID	
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Feuilleton	S-14
Météo	S-16
Mots croisés	S-14
Mot mystère	S-14
Sport	S-1 à S-13

LA MÉTÉO

Ensoleillé, quelques nuages en après-midi. Max. : - 8. Min. : - 15. Demain : possibilité de neige en matinée. **S-16**

Ottawa joue la carte Bourassa

☐ **Mulroney lâche son référendum pour aider le Québec à préparer le sien**

OTTAWA — Les « cuisines du Langevin », comme on appelle le bureau du premier ministre où un bataillon d'experts fédéraux mettent au point le plan de sauvetage du Canada, ont enfin trouvé une recette.

par MICHEL VASTEL
LE SOLEIL

À son retour de Floride, Brian Mulroney a conclu qu'il n'a plus la base politique suffisante pour convoquer lui-même un référendum. Toutes les énergies fédérales sont maintenant consacrées à aider Robert Bourassa à préparer le sien.

Selon les confidences recueillies par LE SOLEIL dans les couloirs des Conférences nationales sur le renouvellement du Canada, la stratégie du gouvernement fédéral est la suivante :

— confirmant que le Bureau des relations fédérales-provinciales est en pleine révision des

propositions de septembre dernier, un conseiller supérieur du gouvernement indique que la première préoccupation est de s'assurer que le rapport du com-

ité parlementaire, Beaudoin-Dobbie, ne s'écartera pas trop, le 28 février prochain, du nouveau projet dont la rédaction en sera alors à sa phase finale. C'est l'ancien sous-ministre de la Justice, Roger Tassé, qui assure la liaison en surveillant discrètement le cheminement des parlementaires ;

— aussitôt après la publication du rapport Beaudoin-Dobbie, dont on n'est pas sûr qu'il sera unanime tant on se méfie des tensions qui existent au sein du NPD entre Phil Edmonston et Ian Waddell de la Colombie-Britannique, le ministre des Affaires constitutionnelles fera une tournée des capitales pro-

vinciales pour une « consultation détaillée ». Malgré les pressions de plusieurs premiers ministres, on écarte encore l'hypothèse d'une conférence des seuls premiers ministres du Canada anglais. Mais d'une manière ou d'une autre, les pro-

Suite A-2, Mulroney...

Olivier fait son entrée dans le monde... en ambulance



Quatre minutes avant leur arrivée à l'Hôtel-Dieu de Lévis dimanche, Brigitte St-Pierre et Éric Caron ont dû transformer leur ambulance en salle d'accouchement ! Hier, maman Jo-Anne Charest était bien heureuse de revoir les deux ambulanciers tandis que fiston Olivier accueillait les caméras avec quelques babillements et des grimaces.

Texte en page B-14

La police du tabac dénoncée par les douaniers

MONTREAL (PC) — Les représentants syndicaux des inspecteurs des douanes canadiennes en poste au Québec ont dénoncé hier la mise sur pied récente, par le Québec, d'une équipe chargée d'endiguer les activités de contrebande de cigarettes et annoncé leur intention de recourir aux tribunaux pour obtenir son démantèlement.

Un an plus tard, la bataille du « macaron sexiste » fait toujours rage à Laval

Les « vieilles féministes » irritent les jeunes

« Les étudiants passent à l'université mais les employés, eux, y restent. Et ils veulent vivre dans un climat sain. Ils sont tannés de certaines scènes qu'ils reviennent bon mal mal an lors de l'initiation et lors de festivals de toutes sortes ».

LE SOLEIL

C'est ce qu'a déclaré au SOLEIL hier Mme Ann Robinson, directrice du centre des plaintes sur le harcèlement sexuel de l'université Laval, en rapport avec une vieille plainte d'un an qui a amené les étudiants en sciences et génie à mettre des créatures asexuées sur le macaron de leur présent festival annuel, après avoir dessiné Jinny « la » génie dans les bras d'Albert Einstein sur celui de 1991.

Suite A-2, Douaniers...

« Je brûle toutes mes énergies et mon temps dans ces interminables procédures, déplore vigoureusement la présidente de l'AESGUL, Mme Caroline Imbeau. On est tannés de voir les vieilles féministes décider à notre place qu'on est harcelées ».

La plainte en question a été logée contre l'Association des étudiants (tes) en Sciences et en Génie (AESGUL) par 14 travailleuses et un travailleur de l'université qui refusent toujours de

s'identifier publiquement. Elle est maintenant rendue à l'avant-dernière étape d'un processus qui se termine chez le vice-recteur aux études. C'est ce dernier qui aura le devoir de trancher le litige, au bout de longues et lourdes procédures qui ont même amené l'AESGUL à devoir recourir aux services d'une avocate.

Ce dossier fait en sorte que le festival des étudiants en sciences et génie de 1992 s'accompagne cette semaine de la circulation d'une pétition soutenant qu'il n'y a pas de harcèlement sexuel sur le macaron de 1991, en réplique à une autre qui a été signée par 500 person-

nes d'avis contraire dans le cours de la dernière année. Plus de 1000 personnes avaient signé la nouvelle pétition en date d'hier, d'affirmer Mme Imbeau.

« Ce qui me choque bien plus que Jinny dans les bras d'Einstein, sur le maraon de 1991, déclare la présidente de l'actuel festival, Mme Nathalie-Frédérique Quirion, c'est d'y voir le savant présenté saoul. Il est mon idole de toujours. » Réplique de Mme Robinson : « Il faut com-

Suite A-2, Féministes...

Autre texte en page A-3

SPÉCIAL LESOLEIL

Un comité du OUI à Kunitachi

Ce matin, le fleurdelisé flotte sur Kunitachi, la banlieue ouest de Tokyo conquise à grands coups d'expositions, de discussions et d'incidents diplomatiques par le sculpteur québécois Claude Descôteaux.

DERNIER DE 4

par DOMINIC MAURAIS
collaboration spéciale

Il flotte depuis 1980 sur le Salon québécois, son salon de coiffure de Tachikawa, ville voisine de Kunitachi. Il flotte sur les trois bureaux de son école de langue, le Tokyo Cul-

ture Room, où il enseigne la langue québécoise aux hommes d'affaires japonais.

Entre la manifestation qui dégénéra en ce que l'histoire a convenu d'appeler le Samedi de la matraque — manifestation dont il fut l'un des organisateurs en tant que président des étudiants de l'École des

beaux-arts de Québec — et son arrivée à Tokyo en 1980, le sculpteur originaire de Shawinigan a trimballé son cirque de métropole en métropole, de l'Angleterre à la Syrie, puis de la Chine à l'Égypte.

Mais c'est en terre impériale nipponne que le nomade est devenu sédentaire. M. Descôteaux a triomphé là où plus d'un gajjin (étranger) ont trébuché : le Japon, terre hospitalière pour tout visiteur mais terre plus hostile à l'étranger

qui désire l'habiter.

Après quatre ans à l'Université et un séjour à l'atelier de l'Université des beaux-arts de Visva-Bharati entre 1972 et 1980, l'art de Claude Descôteaux se précisait davantage. Un mariage d'art québécois et oriental se consommait au ralenti, après chacune de ses sculptures. Dans le bronze, il moulera les émotions, les formes, les expressions et même par moment l'humour

Suite A-2, Comité...



Journaliste pigiste québécois, Dominic Maurais rentre d'un séjour de 3 semaines au Japon. Dans le dernier volet d'une série publiée sur 4 jours, il nous parle de la vie dans ce pays.

TRUST PRÊT ET REVENU



Place d'Youville — 692-1221
Carrefour Charlesbourg — 624-1221
Galerias de la Capitale — 626-1221
Place de la Cité — 652-1221
Chicoutimi — 543-1221

Fonds d'hypothèques
14.59%

Fonds CANADIEN
17.05%

Fonds de retraite
18.74%

Fonds d'obligations
19.92%

Fonds AMERICAIN
30.49%

Placements admissibles au REER

Rendements annuels composés au 31/12/91
Les rendements passés ne garantissent pas les rendements à venir et toute offre doit être faite par le biais de prospectus

Suites de la première page

Mulroney...

vines, y compris le Québec, « ne seront pas surprises » de ce qui se retrouvera dans la résolution finale ;

— on en est aussi arrivé à la conclusion que les « offres du Canada », dont la publication est toujours prévue pour la mi-avril, n'auront pas de crédibilité selon le vœu de Robert Bourassa, ou ne seront pas vendables comme le croit M. Mulroney, si elles n'ont pas d'abord été endossées par les députés québécois à Ottawa. Au-delà du groupe parlementaire conservateur, dont on surveille avec inquiétude les états d'âme, ce sont les chefs de file comme les *trois mousquetaires* (Benoît Bouchard, Gilles Loiselle et Marcel Masse), de même que le libéral André Ouellet qu'on veut consacrer pour appuyer ces offres. On a par contre renoncé à exploiter le prestige de Claude Castonguay par qui M. Mulroney, et les conservateurs du Canada anglais, se sentent « trahis » ;

— après cela, « Mulroney préfère que ce soit Robert Bourassa qui mène sa propre bataille référendaire », explique ce conseiller qui participe lui-même aux contacts réguliers entre Québec et Ottawa. On s'attend même à ce que le premier ministre du Québec dise publiquement que les offres sont « insuffisantes » mais qu'elles sont « assez crédibles pour ramasser ce qui est sur la table et promettre de continuer la négociation pour aller chercher le reste ». Confirmant les déclarations d'autres proches du Parti libéral du Québec, on estime à Ottawa que le référendum, dont le « OUI » portera sur les offres fédérales, établira un lien direct entre le « NON » et la souveraineté. En somme, « ce sera cela ou rien, c'est-à-dire la souveraineté pure et simple », explique-t-on déjà.

Le critique libéral, André Ouellet, confirme que le climat au comité Beaudoin-Dobbie est plutôt bon, notamment parce qu'on y retrouve les joueurs importants du Comité présidé en 1990 par Jean Charest, soit Ouellet lui-même, Ross Reid (de Terre-Neuve) qui joue de plus en plus son rôle de leader du groupe conservateur, et le néo-démocrate Lorne Nystrom (de Saskatchewan). Les trois hommes se fréquentent beaucoup « mais, l'enjeu étant beaucoup plus important cette fois, il reste à voir si chacun sera capable de préserver la discipline au sein des trois groupes parlementaires », dit le critique libéral.

En 1990 en effet, le rapport Charest ne constituait qu'une « opération de sauvetage ». Cette fois, c'est un nouveau pays qu'il s'agit de définir « et on touche à tout ce qui est important », précise encore André Ouellet.

Pour l'instant, les membres du Comité parlementaire n'ont pas encore commencé à négocier les grandes orientations du rapport. Ils n'envisagent pas de le faire avant la semaine du 10 février, après la quatrième Conférence nationale de Toronto. La réflexion ne se tient encore qu'au niveau des groupes parlementaires. Compte tenu des délais exigés pour la traduction et l'impression, le rapport Beaudoin-Dobbie sera négocié et rédigé en deux semaines seulement !

Et en ce qui concerne la stratégie mijotée « dans les cuisines du Langevin », deux inconnues de taille angoissent de plus en plus les proches de M. Mulroney :

— personne ne sait quand les groupes aborigènes seront prêts à embarquer dans le train de la réforme constitutionnelle. On considère que ce serait un désastre politique au Québec si les négociations sont retardées à cause des leaders autochtones ;

— et malgré le départ du chef de cabinet du premier ministre, Norman Spector, les tensions persistent entre le groupe du ministre responsable du dossier constitutionnel, Joe Clark, et le Greffier du Conseil privé, Paul Tellier.

Comité...

québécois sur des visages et des corps japonais, personnes âgées, jeunes, samourais.

Parmi les oeuvres de Descôteaux acquises par des Québécois, on compte *Mon pays, le Québec*, un bronze acquis par la Délégation générale du Québec à Tokyo et *La Vieille Orientale* achetée par l'ancien délégué Marcel Bergeron. « Après mon retour d'Inde en 1980, j'ai décidé de devenir un artiste-homme d'affaires québécois à Tokyo. »

Démoralisé par la défaite du OUI au référendum de mai 80, l'ex-riniste qui était, se vante-t-il, l'un des premiers recherchés par la police lors de la Crise d'octobre, retourna à ses racines. La première chose qu'il décida de faire fut d'ouvrir un salon de coiffure à la québécoise, le Salon québécois. Aujourd'hui, sept coiffeurs y travaillent, portant chacun un tablier fleurdelisé.

Chaque matin, avant l'ouverture, imitant l'employeur japonais traditionnel, Claude réunit ses employés pour le discours d'ouverture du commerce et la lecture du credo de l'entreprise.

Le soir, à 18 h, après avoir fermé boutique, Claude réunira à nouveau ses coiffeurs et leur demandera cette fois de faire le point de la journée, individuellement, devant tous les membres de l'équipe. « Au Japon, c'est le groupe avant tout. L'individu n'a de valeur que s'il a une fonction spécifique dans le groupe. »

Autre choc culturel pour l'employé japonais : à son arrivée au Salon québécois, le nouveau coiffeur fraîchement sorti de l'Institut de coiffure de Kunitachi a droit à un résumé de l'histoire et de la situation politique au Québec, gracieuseté du propriétaire québécois.

Ce dernier lui paiera ensuite un voyage aller-retour de quelques semaines à Montréal « pour l'immerger dans la culture québécoise et lui donner la chance de fréquenter une école de coiffure québécoise. Les cheveux japonais et occidentaux sont totalement différents et ils doivent savoir les coiffer de façon appropriée. »

Claude Descôteaux a su s'imposer au sein de la maigre colonie québécoise à Tokyo comme son cœur artistique. La réputation d'artiste dont il jouit à la Délégation du Québec à Tokyo est excellente mais son autre réputation,

celle qu'il s'est forgée comme nationaliste quasi révolutionnaire a quelque peu fait baisser sa cote.

À chaque fête de la Saint-Jean, l'homme d'affaires québécois arrive aux bureaux de la Délégation avec sa « gang », comme l'appelle quelques employés de la Délégation. Sa « gang », ce sont ses employés du Salon québécois qui, cette journée-là portent toujours tabliers fleurdelisés de même que ballons et banderoles à l'effigie du Québec.

On se souvient encore de l'une de ses visites à la Délégation en 1983 où lors d'une présentation officielle devant dignitaires, il avait présenté l'ambassadeur du Canada au Japon comme étant le faux ambassadeur et le Délégué de l'époque, Marcel Bergeron, comme l'ambassadeur du Québec. « Le lendemain, le délégué Bergeron m'a appelé chez moi pour me dire d'y aller plus molo à l'avenir. »

En 1987, c'était au tour de l'ambassadeur canadien de le convoquer. La matière était cette fois politiquement plus grave : M. Descôteaux voyageait depuis quatre ans avec un passeport sur lequel il avait biffé au stylo toutes les inscriptions anglophones !

« Mon tête-à-tête avec ce faux ambassadeur me permit de lui révéler ma profession de foi sur l'indépendance du Québec », raconte le sculpteur, qui refusa à plusieurs reprises d'exposer ses oeuvres à l'ambassade canadienne.

Le printemps prochain, Claude Descôteaux quittera pour Shanghai, en Chine, où il ira polir son chinois, l'une des six langues qu'ils parlent, avec l'anglais, l'italien, l'espagnol, le japonais et le français. De Shanghai, il rentrera au Québec cet été. Pour le référendum promis par le premier ministre Bourassa.

Si le oui l'emporte — ou le non, dépendant de la question — Claude Descôteaux, après plus de 15 ans passé au Japon, rentrera définitivement au Québec. Mais pour le début de la nouvelle année, l'une des tâches inscrites à son agenda est la formation d'un comité du oui à Kunitachi.

« Ce référendum est le temps ou jamais de se prendre en mains. Avant de quitter Tokyo dans quelques mois, je veux m'assurer que les Québécois qui vivent ici ne se tromperont pas de case sur le bulletin de vote. »

Féministes...

prendre qu'il y a tout un contexte autour de cela. Ça déborde nettement le macaron. »

À la demande des plaignants, une conciliatrice a proposé à l'AESGUL la solution d'accepter la création d'un comité de surveillance et de contrôle de l'activité étudiante. Pas question, a répondu l'AESGUL. « Voilà qu'on nous propose la tutelle, s'éleve Mme Quirion. On nous prend pour de parfaites innocentes incapables de penser par nous-mêmes. »

Cet échec de conciliation donnait lieu, en décembre, à la formation d'un comité d'enquête qui tentera de déterminer s'il y eut harcèlement ou non. Des audiences sont prévues pour février à cet effet. C'est à partir de l'avis de ce comité que le vice-recteur aux études devra ensuite trancher le litige. Et une procédure d'appel reste toujours possible.

Cette affaire continue de soulever un boucan du diable à l'université un an plus tard, à la faveur bien sûr du présent festival amorcé hier. Plusieurs étudiants et étudiantes estiment qu'il s'agit carrément d'une bataille de générations sur la notion de sexisme. « Je comprends que les choses ne se sont pas toujours passées ainsi, lance Caroline Imbeau, mais on n'a pas de problèmes avec les gars de notre génération, est-ce clair ! »

(...) c'est précisément parce que le féminisme est devenu une idéologie politique, qui ne décortique la réalité qu'à travers le prisme de la vérité fondamentale de son principe, qu'il donne parfois la nausée aux femmes de ma génération », écrit l'éditorialiste Barbara Debays sur la question, dans *Impact Campus*, le journal des étudiants de l'université Laval.

Douaniers...

les activités de « la police québécoise du tabac » en alléguant que la surveillance des frontières est de juridiction fédérale.

Le leader syndical admet volontiers que les frontières canado-américaines sont perméables et laissent entrer de la littérature haineuse, pornographique, des drogues, des cigarettes et diverses marchandises pour lesquelles aucune taxe et frais de douane ne sont perçus.

Pour stopper ces activités, le syndicaliste croit qu'il urge d'ajouter 1000 inspecteurs des douanes aux 3500 qui se partagent actuellement la tâche à travers le Canada.

Inspecteur au poste-frontière de Lacolle, au Québec, et responsable de ce groupe de syndiqués, Paul Desrochers a fait valoir que les agents de douane en poste « sont surchargés et souffrent de stress causé par un public voyageur de plus en plus hostile et violent et qui a en soupé de payer des taxes. » La situation risque de se détériorer à compter du 1er février alors que les agents devront en plus percevoir la taxe de vente du Québec de 8 %.

Les représentants syndicaux des agents des douanes fédérales considèrent que le problème est probablement plus important au Québec en raison des 102 routes ne comptant aucun poste frontière et ne faisant l'objet que d'une surveillance occasionnelle de la GRC. À Québec, le ministre du Revenu, Raymond Savoie, n'a pas voulu commenter.



épargnez jusqu'à 29%



LES DRAPS GRANITE GÉOMÉTRIQUE

16.99

jumeau rég. 24.00

créez un somptueux décor rehaussé par les riches couleurs des pierres exotiques dans ce motif de rayures aux effets marbrés... des draps faciles d'entretien, doux et durables, en percale 180 fils, 50% coton 50% polyester, double 26.95, grand 34.95, tr. grand 42.95, toiles st. 19.99, gr. toiles 22.95

épargnez jusqu'à 50%



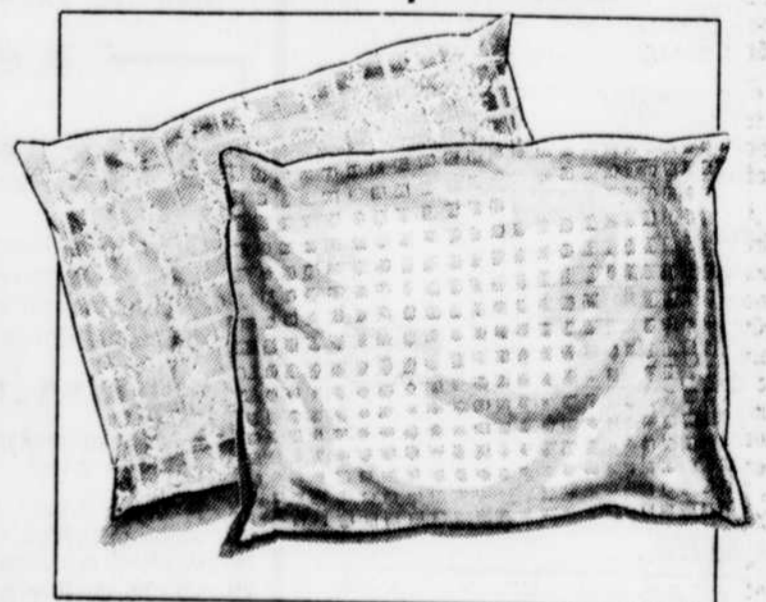
LA SERVIETTE «ROYAL CLASSIC»

8.99

bain rég. 18.00

les plus bas prix pour une serviette aux dimensions généreuses de 25 x 50, tissée dans le pur coton épais et absorbant, la serviette «royal classic» vous est offerte en 15 coloris pour compléter tous les décors. voyez les nouveaux coloris de vert et bleu carabes en plus du rose intense, tous coordonnés à nos tapis de bain aussi à prix spéciaux, main 6.99, débarbouillette 3.99, drap de bain 26.95, descente de bain 16.99

valeur exceptionnelle



NOS OREILLERS SONATINE

12.99

format standard

en fibres polyester haute technologie à centre vide, un oreiller qui emmagasine plus d'air donne un gonflement durable, en étant anti-allergène et parfaitement lavable. optez pour le soutien léger de sonatine souple ou plus soutenu de sonatine ferme, grand format 14.99, tr. grand 19.99

la maison

simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC



Un « toast » en l'honneur du Québec ! Claude Descôteaux, en compagnie d'un couple d'amis, lors du réveillon de Noël 91.

«On naît Japonais, on ne le devient jamais»

Après presque 20 ans passées dans l'ancienne capitale — la traditionnelle Kyoto — et la contemporaine Tokyo, Claude Descôteaux maîtrise maintenant le japonais jusqu'à imiter même les accents des différentes préfectures et il connaît la culture japonaise comme peu d'universitaires peuvent s'en vanter.

par DOMINIC MAURAS
collaboration spéciale

Encore en 1992, comme la très grande majorité des résidents permanents au Japon, Claude doit payer l'impôt national sans avoir le droit de vote ni le droit d'être syndiqué. Pour avoir légalement droit à ces deux privilèges, il lui faudrait devenir citoyen japonais.

« Les conditions pour devenir Japonais sont très difficiles à remplir et puis de toute façon, même devenus citoyens japonais, le passeport ne nous change pas le visage. Pour eux, nous serons toujours des *hakujins*, des Blancs, des barbus, des barbares. Durant mes quatre ans à l'Université des beaux-arts de Kyoto, j'ai tenté de devenir Japonais. Mais ce fut une grave erreur. On naît Japonais, on ne le devient jamais. »

« Dans cette ville du Kansai, les passagers dans l'autobus me tiraient le poil des mains et du visage. Pour eux, j'étais une espèce venue d'une autre planète. C'est à ce moment-là que j'ai compris qu'il serait mieux pour moi de m'assumer comme *gaijin*, comme Québécois, fier d'être différent. De toute façon, les Japonais, surtout de Tokyo, apprécient beaucoup plus les étrangers qui restent eux-mêmes que ceux qui tentent de s'intégrer trop radicalement dans leur culture. »

Cours de québécois...

En 1991, dans ses trois succursales du Tokyo Culture Room, à Tachikawa, Kurume et Tama, une centaine d'élèves ont assisté au cours de français *La langue québécoise : langue internationale*. « À chaque année, je leur demande d'acheter le Dictionnaire de la langue québécoise, de Léandre Bergeron. C'est leur livre de base. »

Au réveillon de Noël, chez lui cette année, il avait d'ailleurs invité un couple qui a réussi avec succès les examens finaux de ses cours privés de langue québécoise. À la demande express de son ancien professeur, Yoko conjuga devant tous les invités le verbe « placoter » à l'indicatif présent...

Mlle Matsumoto, une milliardaire japonaise amourachée de Claude, ne manque jamais un cours de français. Après quatre ans de cours privés, elle est toutefois incapable de se rendre plus loin que « bonjour » et « ça va bien ». « Le français ne l'intéresse pas vraiment. Seulement quelques mots de français lui suffisent pour pouvoir se pavaner devant ses amis de l'aristocratie nipponne. »

Avant le 1er janvier 1992, le tarif horaire pour ses cours de français a grimpé de 150 \$ à 200 \$. Mais Mlle Matsumoto viendra quand même. « Fréquenter un *gaijin* surtout francophone, est très bien vu dans la noblesse japonaise. Plusieurs sont prêts à payer le prix. »

- FIN -

LA TROIS

LE SOLEIL

**La Sainte-Marguerite
Les autochtones
veulent discuter
avec Hydro**

SEPT-ÎLES — Soucieux du devenir à court et à long terme de la communauté autochtone de Sept-Îles-Malioténam dans le cadre du projet de la Sainte-Marguerite, son conseil de bande entend établir un dialogue avec Hydro-Québec.

LE SOLEIL

« Je vais contacter Hydro et essayer d'avoir une table pour discuter. Mais attention ! Discuter ne veut pas dire OUI au projet. Discuter, ça ne veut pas dire "négocier" non plus. C'est encore NON mais nous sommes prêts à nous asseoir pour discuter », a dit au SOLEIL Georges-Ernest Grégoire, le conseiller élu chargé du dossier Sainte-Marguerite par ses collègues du conseil de bande.

M. Grégoire a formulé ces propos au cours d'une entrevue tous azimuts à laquelle ont participé plusieurs porte-parole de la bande, y compris le chef Elie-Jacques Jourdain.

Hydro-Québec doit compter avec les autochtones de Sept-Îles-Malioténam dans son projet de 2,8 \$ milliards sur la Sainte-Marguerite ; la bande est partie des peuples montagnais et attikamek qui, contrairement aux Cris de la Baie James, n'ont jamais signé de traité avec les gouvernements blancs et détiennent en conséquence une hypothèque sur le territoire québécois.

L'ouverture maintenant exprimée par la bande de Sept-Îles-Malioténam découle de la conclusion des délibérations de la large table de concertation mise sur pied par le conseil de bande il y a trois semaines.

Une conclusion unanime dans le sens d'avancer dans le dossier dans une attitude d'ouverture d'esprit envers Hydro et le gouvernement, précisera Raoul Volant, directeur des communications de la bande Uashat-Mani-Utenam.

Jusqu'à présent, un « non » sans retour avait fusé de la bande et amené le conseil de bande à fermer la porte à Hydro.

« La majorité silencieuse ne s'était pas encore exprimée. Elle commence à s'exprimer », a succinctement résumé William Jourdain, agent de liaison du Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) auprès de la bande Sept-Îles-Malioténam.

Cette table de concertation a été incidemment boudée par Coalition Nitassinan, ce nouveau groupe qui a organisé une marche de protestation de 30 kilomètres contre le projet hydroquébécois mercredi. Une trentaine de personnes ont participé à la manifestation pour faire valoir un projet récréo-touristique en lieu et place d'une centrale de 800 mégawatts.

Certes, le chef Elie-Jacques Jourdain est sensible à cette idée d'un territoire autochtone propre et il entend demeurer vigilant à ce propos. Dans son esprit, toutefois, ce n'est là qu'une composante d'une situation beaucoup plus globale.

« Nous avons un objectif de paix sociale entre Blancs et Autochtones. Les relations sont très bonnes et nous ne voulons pas les briser », dit-il. Pas question pour lui de s'ajuster platement aux idées de la Chambre de Commerce de Sept-Îles et des groupes socio-économiques de la région qui voient dans le projet Sainte-Marguerite la nouvelle clé de développement. Mais du moins est-il prêt à engager un dialogue avec eux.

« Le chômage est énorme (65 %). Et il va toujours en augmentant avec la croissance de la communauté », notera le chef Jourdain.

À ce propos, les statistiques de l'administrateur Ricky Fontaine sont éloquentes : 65 % de la population autochtone de Sept-Îles-Malioténam (plus de 2000 personnes en 1990) a moins de trente ans ; cette population est susceptible de doubler sur une période de 25 ans ; les projections indiquent que la population apte au travail va plus que doubler dans le même temps avec un afflux de 250 personnes de plus d'ici à 1995 et 500 de plus encore d'ici l'an 2000.

« Je ne pense pas que les gens veuillent être sur le bien-être. L'autonomie gouvernementale des autochtones ne passe pas par ce modèle », a conclu Georges-Ernest Grégoire.



Le conseiller Jean-Noël Tremblay, sur une de ses dernières photos disponibles datant de mai 1979, au moment où il a choisi de se retirer de la vie publique.

**Le mandat de Jean-Noël Tremblay à la Ville de Québec
Ottawa fait enquête**

OTTAWA — Le cabinet du ministre fédéral des Communications, Perrin Beatty, effectue actuellement une vérification du dossier de Jean-Noël Tremblay.

Une porte-parole du bureau de M. Beatty a reconnu hier, qu'à la suite de la parution du texte du SOLEIL sur ce sujet, une vérification avait été demandée sur la situation du fonctionnaire des Communications, prêté avec salaire à la ville de Québec pour agir à titre de conseiller spécial dans les dossiers muséologiques.

Aucun ministre n'aime se voir associé à ce genre d'histoires, reconnaissait hier la secrétaire de presse du ministre, en faisant référence à l'affirmation du SOLEIL voulant que le conseiller spécial ne soit pas du tout intervenu dans les dossiers dont il devait s'occuper depuis sa nomination en mai dernier.

Il ne faut pas sauter aux conclusions, estime-t-on autour de M. Beatty, dans ce dossier initié par son prédécesseur, soit l'actuel ministre de la Défense nationale, Marcel Masse. Il faut attendre les résultats de la vérification en cours.

Compte tenu de l'importante annonce que doit faire le ministre Beatty aujourd'hui à Toronto concernant une aide supplémentaire à l'édition canadienne de 102 millions \$ durant les cinq prochaines années, il ne faut pas s'attendre à ce que le dossier Tremblay occupe l'essentiel de ses préoccupations de la journée.

**À la défense de
M. Tremblay**

La ville de Québec utilise les connaissances de M. Jean-Noël Tremblay pour faire avancer certains dossiers.

C'est la réponse du maire suppléant de Québec, M. Claude Cantin, lorsqu'interrogé sur le rôle joué exactement par ce fonctionnaire prêté par le ministère fédéral des Communications.

L'attaché de presse du maire, M. Richard Lacasse, a précisé lui avoir parlé hier. M. Tremblay lui a dit être entré en contact avec des gens d'Ottawa et de Montréal concernant certains dossiers.

Le protocole entre les deux parties précise que M. Tremblay assurera « une meilleure coordination entre le ministère et la ville dans la réalisation de projets coopératifs tels le musée du Petit Séminaire et le musée de la Nouvelle-France. »

Droit au silence

M. Tremblay est un fonctionnaire et n'a pas à parler aux journalistes a fait remarquer M. Cantin.

Le ministère des Communications paye le salaire et les avantages sociaux de M. Tremblay et la ville assume les dépenses encourues dans l'exercice de ses fonctions.

Par ailleurs M. Cantin a tenu à préciser que le gouvernement fédéral paie, en 1992, 5,1 millions \$ en taxes de toutes sortes à la ville.



Les étudiants en sciences et génie de l'université Laval se sont lancés une nouvelle fois dans une course aux exploits, hier. À Montmorency, des étudiants en génie physique ont installé une corde à linge au-dessus de la chute et ont suspendu une bannière indiquant « En génie physique, y'a pas que nos cours que l'on sèche ». Les membres du commando qui ont réussi cet exploit sont André Fekacs, Stéphane Roy, Louis Lamontagne, Stéphane Chatigny, Guillaume Fortin, François Trépanier, Francis Audet, Sébastien Parent et Richard Lestage.

**La course aux exploits des étudiants en sciences et génie de Laval
Une corde à linge domine la chute**

La première journée du traditionnel concours d'exploits inhérent aux fameux festival des étudiants en sciences et génie de l'université Laval a été marquée, hier, de l'intervention des policiers de Sainte-Foy.

Ceux-ci ont mis abruptement fin à la tentative d'un groupe d'escaladeurs du génie civil d'enfiler le plus grand condom du monde au réservoir d'eau de la ville. Les festivaliers ont cependant répliqué qu'ils ne lançaient pas la serviette pour autant.

des étudiants en chimie ont inscrit ce dernier mot en immenses lettres bleues phosphorescentes dans une pente de la montagne. Des étudiants en génie physique ont installé une corde à linge géante au-dessus de la chute Montmorency.

Le rond-point du Parlement a été pris d'assaut hier matin par des étudiants en physique

qui y sont momentanément monté un tipi à la Warrior et qui ont distribué aux automobilistes des tracts les invitant à demander eux aussi un boni d'électricité à Hydro-Québec.

Les étudiants en génie électrique n'ont cependant pas installé les pentes de ski promises dans certains tunnels descendants de la cité universitaire.

LE SOLEIL

Au centre de ski Le Relais,

**Déjà 1500 candidatures
Le Canada recrute d'autres astronautes**

Le recrutement de quatre, peut-être six, futurs astronautes canadiens est en cours. Ils seront choisis au cours de l'été.



Larkin KERWIN

LE SOLEIL

Suite à une offre d'emploi parue dans les journaux du pays la semaine dernière, 1500 personnes ont postulé à l'Agence spatiale canadienne comme astronaute, jusqu'à maintenant.

« On s'attend à plusieurs milliers », a déclaré hier au SOLEIL, le président de l'Agence spatiale canadienne, M. Larkin Kerwin.

Par ailleurs, commentant le fait que la mission IML-1 à bord de Discovery a été prolongée d'une journée, M. Kerwin indiquait que cela va permettre de recueillir 15 % de plus de données sur les sciences de la vie et les matériaux.

Visiblement heureux de la tournure des événements et fier du travail de l'astronaute canadienne Roberta Bondar à bord

du laboratoire spatial, M. Kerwin a dit que des échanges constants de renseignements et de commentaires ont lieu entre les scientifiques canadiens sur terre et Mme Bondar. « C'est comme s'ils étaient là, dans le laboratoire en orbite », a-t-il dit.

Il est possible que ce soir ou demain, le premier ministre Mulroney ait un entretien par téléphone avec la canadienne dans l'espace. Mme Bondar aura attendu huit ans avant de voir son rêve réalisé.

Comme ce fut le cas pour l'astronaute Marc Garneau, on a prévu que Mme Bondar fasse une tournée canadienne après la mise en quarantaine qui fera suite à la mission Discovery et après deux semaines de vacances.

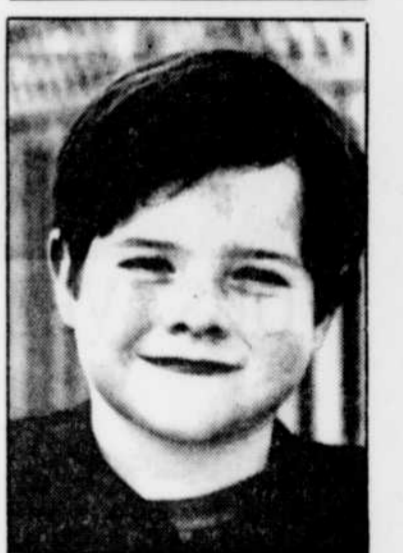
Le prochain astronaute canadien dans l'espace sera Steve MacLean, présentement au Texas. Son départ est prévu pour septembre. Il mènera des

expériences sur l'intelligence artificielle et les robots.

Questionné sur l'avenir du programme spatial soviétique, M. Kerwin a dit que pour l'instant, il est difficile de prévoir ce qu'il sera. À l'Agence spatiale canadienne, on pense que la Communauté des états indépendants (CEI) mettra sous un seul chapeau, comme elle l'a fait pour l'armée, le programme spatial soviétique.

La participation d'un astronaute canadien aux missions de la CEI a été mise en veilleuse. Le Canada va s'en tenir, avec la CEI, aux sciences spatiales, notamment à l'étude de la physique de l'atmosphère.

Jusqu'ici, 500 appareils canadiens ont pu être repérés par satellite grâce au programme SARSAT mis de l'avant pour aider à secourir des gens en détresse. Le Canada, les États-Unis, la France et la CEI ont collaboré à la création de SARSAT.



**Philanthrope
à sept ans...**

Le jeune Curtis Wallace de Ancaster, en Ontario, a surpris ses parents et amis, lors de son anniversaire de naissance, le 25 janvier dernier. Il avait demandé à tous les invités d'apporter des produits alimentaires durables. À la fin de la réception Curtis a remis six gros sacs d'épicerie à une banque alimentaire locale qui s'occupe des pauvres. Malgré tout, Curtis a reçu quatre cadeaux et deux gâteaux d'anniversaire.

Transférez votre REÉR à la Banque Laurentienne et obtenez jusqu'à 1 1/2%* de plus!

Carrefour Beauport, 3333, rue du Carrefour, 661-8060
 Carrefour Les Saules, 3930, boul. Hamel Ouest, 877-2844
 Carrefour Neufchâtel, 4605, boul. de l'Auvergne, 842-6510
 Haute-Ville, 1150, av. Carlier, 529-9134
 Place Belle Cour, 2600, boul. Laurier, 650-6800
 Place des Quatre-Bourgeois, 999, rue de Bourgogne, 654-1381
 Place Lebourgneuf, 5500, boul. des Grands, 624-1185
 Place Val Belair, 1065, boul. Pie XI Nord, 847-0336

BANQUE LAURENTIENNE

Informez-vous des termes et conditions à l'une de nos succursales. *Applicable selon les taux en vigueur

Partage des pouvoirs : Gil Rémillard jette du lest

Le gouvernement Bourassa s'écarte encore davantage du rapport Allaire en concédant une certaine compétence fédérale dans des domaines que les militants libéraux veulent réserver exclusivement au Québec.

LE SOLEIL

Le ministre Gil Rémillard affirme en effet que Québec se contenterait de jouer un rôle prépondérant en matière d'environnement ou de développement régional, deux domaines où, selon le rapport Allaire, le Québec devrait exercer « sa pleine souveraineté ».

Affirmant n'y voir aucune contradiction avec la position constitutionnelle du Parti libéral, M. Rémillard affirme que le concept de prépondérance du Québec dans

certains champs d'activité est « une façon qui peut nous amener à régler le problème de compétences qui, manifestement, intéressent les deux paliers de gouvernement. On pense immédiatement à l'environnement, au développement économique régional à certains points de vue », dit-il.

Dans le rapport Allaire, ces deux domaines, tout comme l'agriculture, les communications, l'énergie, la langue et la sécurité publique, entre autres, étaient placés dans la liste des compétences à récupérer pour que le

Québec y exerce « sa pleine souveraineté ».

Selon M. Rémillard, il existe des « genres de compétence dont on ne peut pas dire qu'ils sont exclusivement de compétence provinciale ou fédérale. Ils sont dans les deux champs de juridiction. C'est là que c'est intéressant de prévoir une prépondérance. Dans certains domaines, on pourrait avoir une prépondérance provinciale et dans d'autres, comme c'est le cas actuellement, on peut prévoir une prépondérance fédérale. »

Cela ne contredit pas le rapport Allaire, plaide le ministre, « parce que ça respecte essentiellement le besoin que nous avons, comme Québécois, de pouvoir avoir une maîtrise d'oeuvre dans certains

domaines, une exclusivité dans d'autres, et d'avoir aussi dans d'autres cas des domaines partagés. »

Dans le passé, tant M. Rémillard que M. Bourassa ont souvent eu recours à cette expression, « la maîtrise d'oeuvre », pour décrire leur revendication en matière culturelle, par exemple. Il semble maintenant que cela équivaut, pour le gouvernement, à une compétence prépondérante et non pas exclusive.

Pour sa part, la critique péquiste en matière constitutionnelle, M. Jacques Brassard, affirme que c'est « un exercice futile et purement théorique » de réclamer pour le Québec des compétences prépondérantes, « si vous ne touchez pas au pouvoir fédéral de dépenser ». Déjà actuellement, Ottawa envahit des compétences supposément exclusives des pro-

vinces, note M. Brassard. Selon lui, « le fédéral va pouvoir continuer d'utiliser ses ressources financières pour envahir des champs de compétence réservés aux provinces et la prépondérance n'aura plus aucun sens. »

Conférence de Calgary

Quant à la conférence de Calgary, où on a discuté de la réforme du Sénat, au cours du week-end, M. Rémillard estime qu'on y a assisté à « une autre bonne discussion » mais qu'il reste encore beaucoup de questions à résoudre.

« Ce sont de petits pas », dit le ministre qui croit que le point de vue du Québec est « très bien expliqué » à ces conférences. À propos du Sénat, le Québec veut bien qu'il soit dorénavant composé d'élus, mais « dans la mesure où on s'entend sur les pouvoirs qu'il aura ».

De son côté, M. Brassard voit dans la réunion de Calgary une « assemblée paquetée, une mise en scène qui ne m'arrache aucune larme, et donc qui n'est pas très triste, et qui ne m'arrache aucun rire, donc qui n'est absolument pas comique. C'est un spectacle ennuyeux. »

Selon lui, l'exercice « tourne en rond » et, sur le droit de veto du Québec, en particulier, « ça ne passe pas, c'est évident », estime-t-il.

Quant au Sénat, soutient M. Brassard, « quel que soit le scénario qu'on imagine ou qu'on privilégie, le Québec se retrouve perdant et voit son poids politique diminuer. » Selon lui, en effet, des sénateurs élus auraient plus de légitimité, donc « ça accentue la légitimité des institutions centrales ».

Congrès spécial ou pas, le PLQ prépare l'élection des délégués

Même s'ils attendront la publication des offres constitutionnelles fédérales avant de décider s'ils convoqueront un congrès spécial au cours du printemps pour faire trancher leurs militants, les dirigeants du Parti libéral du Québec ont déjà lancé le processus d'élection des délégués dans chacune des 125 circonscriptions électorales du Québec.

LE SOLEIL

Les militants du parti profiteront des assemblées générales annuelles qui auront lieu entre le 25 février et le 30 avril pour élire 18 délégués, dont six jeunes, dans chaque circonscription, a-t-on annoncé hier. Cette étape étant franchie, le parti pourra tenir à quatre ou cinq semaines d'avis un congrès spécial qui ne durerait qu'une seule journée, explique le président du PLQ, M. Jean-Pierre Roy.

Si, par exemple, Ottawa publie ses offres le 15 avril, « on pourrait avoir notre congrès entre le 15 et le 25 mai », dit M. Roy. La décision de convoquer ou pas les membres sera prise par l'exécutif, ajoute le président du parti qui refuse d'élaborer sur les critères selon lesquels cette décision sera formulée.

Pendant le délai d'environ un mois entre la publication des offres et le congrès lui-même, s'il doit y en avoir un, le parti disposera du temps nécessaire pour « faire le tour de la province pour expliquer les offres » aux militants, explique M. Roy.

S'ils le sont, c'est probablement à Québec que les militants seront convoqués. Un comité est déjà chargé d'établir les règles qui régiront ce congrès spécial mais « ça devrait être la même chose » que lors du dernier congrès régulier, où fut adopté le rapport Allaire, en mars 1990.

À cette occasion, 2250 délégués élus, 335 délégués de droit et 683 membres ordinaires s'étaient inscrits et avaient droit de vote sur la

nouvelle orientation constitutionnelle du parti.

À propos de ces membres ordinaires, il reste à vérifier si la constitution du parti leur reconnaît un droit de vote lors d'un congrès spécial aussi bien que pour un congrès régulier, explique-t-on au PLQ.

C'est là une des tâches du comité qui doit former la commission juridique pour préciser les règles à suivre cette fois-ci. L'an dernier, le chef péquiste Jacques Parizeau avait raillé les libéraux de permettre à leurs membres anglophones du West Island de s'inscrire au congrès pour voter sur le rapport Allaire et ensuite de rentrer à la maison à temps pour l'apéritif.

Par ailleurs, le PLQ tiendra une réunion régulière du conseil général, les 21 et 22 mars, à Montréal. Ce sera sans doute l'occasion de sonder les quelque 500 participants sur les conclusions du rapport Beaudoin-Dobbie qui aura alors été rendu public.

85 M \$ à la recherche sur le réchauffement de la terre

MONTREAL (AFP) — Le gouvernement du Canada va consacrer 85 millions \$ au cours des six prochaines années à un programme de recherches sur le réchauffement de la planète, a annoncé hier à Montréal le ministre fédéral de l'Environnement, M. Jean Charest.

Des universités et des centres privés se partageront 70 % des crédits prévus pour ce programme, dont l'objectif est d'évaluer les tendances, la vitesse et l'ampleur du réchauffement au Canada, ainsi que ses effets sur le climat de certaines régions plus vulnérables du pays.

L'annonce a laissé sceptiques les représentants de plusieurs groupes écologiques, dont Greenpeace, pour qui le moment est arrivé de passer à l'action.

Pour l'instant, le gouvernement canadien se propose d'ici à l'an 2000 de ramener ses émissions de gaz carbonique (CO2) et autres gaz à effet de serre au niveau de

1990, ce qui est nettement insuffisant, a estimé un responsable de l'Association québécoise contre la pollution atmosphérique, M. Christian Boulet, insistant sur la nécessité de réduire drastiquement ces mêmes émissions.

« La position canadienne n'est pas coulée dans le béton, il s'agit d'un point de départ et nous pourrions aller plus loin si les circonstances l'exigent », a pour sa part fait remarquer M. Charest.

Le Canada ne contribue que pour environ 2 % des émissions totales de gaz à effets de serre dans l'atmosphère mais le pays n'en demeure pas moins l'un des plus gros pollueurs au monde par tête d'habitant, reconnaît-on de source officielle.

Centre d'optique

LUNETTES 2 POUR 1
incluant VERRES DE CONTACT*
toutes combinaisons possibles

• 2 paires (verres et montures). Ne payez que la plus chère des deux.

• Pour vous... ou un ami

SEARS



OU UNE SEULE PAIRE DE LUNETTES
parmi notre collection Sélecte™: Platinum, Charmant, Pascale, Alfred Sung et obtenez

20% de rabais sur les lentilles

EXAMEN DE LA VUE SUR PLACE ou APPOORTEZ VOTRE PRESCRIPTION

VERRES DE CONTACT
Port quotidien
À l'achat d'un plan de service

À partir de **109\$**

CLUB SEARS
C'est tout d'être membre

* Verres de contact sphériques simple vision à prix ordinaire à l'achat d'un plan de service. ** Les montures de la collection Sélecte ne font pas partie de l'offre 2 pour 1. Pour un temps limité. Voir les détails de cette offre en magasin.

20 CLINIQUES POUR MIEUX VOUS SERVIR...
Région de Québec: Québec: 529-9861; Lévis: 833-4711; Sainte-Foy: 658-2121
Copyright Canada, 1992, Sears Canada inc.

EN AFFAIRES COMME EN AFFAIRES... LE MANDAT NOTARIÉ EN CAS D'INAPTITUDE : AVANT QU'ON NE SE MÊLE DE VOS AFFAIRES.

Incorporation, acquisition d'actifs ou inventaire... Ces mots vous sont évidemment familiers mais pouvez-vous en dire autant du mandat notarié en cas d'inaptitude ? Pourtant, ce document pourrait vous tirer d'affaire si jamais...



VOUS AVEZ LE DROIT DE VIVRE EN

PAIX

Qui assurerait la gestion de vos biens si la maladie ou un accident venait à vous priver de vos facultés mentales ? Pour garantir vos acquis financiers, par le respect de votre volonté, consultez sans tarder votre notaire. Le notaire est un conseiller juridique professionnel qui vous guidera et vous conseillera dans l'élaboration de votre mandat notarié en cas d'inaptitude. Mais pourquoi est-il préférable de faire notarié son mandat ? Parce que notarié veut dire : que votre mandat est un document rédigé par votre notaire, pour vous, selon vos besoins et la complexité de vos affaires. Donc vos volontés ne pourront être mises en doute. De plus, le contenu d'un mandat notarié est sûr. Votre notaire ayant la garde de ce précieux document, il est impossible que celui-ci se perde ou, pis encore, qu'un tiers le détruise volontairement. Donc, en cas de besoin, votre mandat est toujours facilement retraçable chez votre notaire. Aujourd'hui, vous avez la santé pour voir à vos affaires, mais qu'advient-il si demain la maladie ou un accident vous en empêchait ?

CONSULTER VOTRE NOTAIRE. C'EST UNE OCCASION DE PLUS DE VOUS ENTENDRE. SENEZ SANS TARDER VOTRE MANDAT NOTARIÉ... EN CAS D'INAPTITUDE.

Votre notaire Chambre des notaires du Québec

Plus de **3 000** points offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant: **39052486**
Sinon, composez sans frais, le **1-800-563-8688**

CLUB Multi-points

DU NOUVEAU

1992 GEO METRO BERLINE



Unité: 20644

Nouveau modèle avec grand coffre à bagages

- Moteur 4 cylindres
- Sièges arrière divisés plants
- Garantie GM totale: 3 ans / 60 000 km

8 899\$*

* Préparation et rabais inclus - Transport et taxes en sus

MARLIN **GEO**
Chevrolet Oldsmobile inc.
c'est grandement accueillant!
2145, boul. Charest Ouest, Québec 688-1212

Un milliard de plus au déficit fédéral, annonce Mazankowski

OTTAWA — Le déficit fédéral s'alourdira cette année d'un milliard de dollars de plus que les dernières estimations, a reconnu hier le ministre des Finances, en raison d'une croissance économique plus faible que prévue.

Don Mazankowski et son collègue Gilles Loisel participaient officiellement hier à une conférence de presse pour annoncer un gel des dépenses discrétionnaires de fonctionnement des ministères et des agences gouvernementales pour les deux prochains mois, lorsqu'ils ont donné cette importante précision sur l'état des finances du pays.

La portée des mesures de gel dans l'embauche de nouveaux fonctionnaires ainsi que dans les dépenses discrétionnaires (dépenses d'équipement, budgets de voyage, etc.) dévoilées hier se limite effectivement à 200 millions \$, avouait le président du Conseil du Trésor. Elles excluent tout ce qui touche la santé, la sécurité et les services essentiels.

Aussi, cette décision n'empêche-t-elle pas le déficit budgétaire de passer de l'objectif de 30,5 milliards \$ à un estimé plus réaliste, à deux mois de la fin de l'année fiscale, de 31,5 milliards \$, précisait le ministre Gilles Loisel.

« Je ne contrôle pas l'économie mondiale », se lamentait à ses côtés son collègue titulaire des Finances pour expliquer ce nouveau recul. Le Canada étant une nation exportatrice, comme va le monde, va le Canada », indiquait-il, pointant pour se justifier l'économie mal en point des États-Unis, notre principal partenaire économique, sans oublier les coûts supplémentaires engendrés par la guerre du Golfe persique, l'aide aux fermiers et les dépenses plus importantes liées à l'aide aux chômeurs.

Mais, avec la baisse importante des taux d'intérêt et de l'inflation, et avec les mesures de restriction des dépenses du gouvernement, il ne manque maintenant qu'un retour de la confiance des investisseurs pour relancer l'économie, juge M. Mazankowski.

Lui-même s'estime toutefois coincé actuellement entre son in-

capacité de hausser encore davantage le déficit ou les taxes pour exclure que le fédéral puisse jouer un rôle actif de stimulateur.

Le ministre fédéral des Finances balait d'ailleurs du revers de la main les prétentions de ceux qui annonçaient que le gouvernement fédéral allait récupérer une marge de manoeuvre pouvant aller jusqu'à 6 milliards \$ à cause de la baisse des taux d'intérêt.

« Chaque baisse d'un point sur douze mois équivaut à une économie de 1,8 milliard \$ », précise à ce sujet Gilles Loisel, qui indique aussitôt que la différence entre les prévisions et le réel relativement aux taux d'intérêt ne représente pour l'instant que 0,6 point d'écart.

La révision à la hausse du déficit hier, soit à quelques jours de la rencontre des premiers ministres sur l'économie, fait donc figure de message, tuant dans l'oeuf les revendications provinciales pour de grands investissements fédéraux.

Le premier ministre Brian Mulroney excluait d'ailleurs lui-même, plus tôt dans la journée,

cette recette essayée par les libéraux au début des années 1980 et qui a selon lui donné des résultats désastreux.

Les critiques aux Finances libéral et néo-démocrate ont justement décrit la conférence de presse d'hier comme une simple mise en scène destinée à préparer les premiers ministres des provinces au refus que leurs requêtes vont essayer le 10 février.

Selon le libéral Herb Gray, « cette erreur sur l'ampleur du déficit, erreur qui s'ajoute à toutes les autres dans le domaine des prévisions économiques conservatrices, vient démontrer une fois de plus que le gouvernement de Brian Mulroney a lamentablement failli à son rôle de gestionnaire. »

Tout comme son collègue néo-démocrate Steven Langdon, M. Gray s'est fait l'apôtre d'un rôle actif pour le gouvernement. « On aurait au moins pu investir dans la création d'emplois les 200 millions économisés par le gel des dépenses discrétionnaires. »

Alors que le gouvernement conservateur cache son inaction en prétextant avoir les mains liées par le déficit et les taxes, il devrait commencer par agir en éliminant les exemptions fiscales inadmissibles en temps de crise.

Un hydravion plonge dans le port de Nanaimo : sept morts

NANAIMO (PC) — Un hydravion nolisé transportant neuf personnes a explosé et plongé hier dans le port de Nanaimo, en Colombie-Britannique, faisant sept victimes.



Deux personnes se sont échappées de l'appareil alors qu'il était submergé et ont été rescapées par les occupants d'un yacht.

L'hydravion a sombré à environ sept mètres de profondeur. Hier après-midi, des plongeurs de la GRC avaient réussi à récupérer les corps de six des sept disparus.

Le coroner Jack Harding a affirmé que les occupants de l'appareil avaient tenté désespérément de s'échapper. Il a ajouté que ceux-ci semblaient avoir enlevé leur ceinture de sécurité et tentaient d'échapper aux flammes à l'intérieur de l'hydravion. Le visage des victimes était légèrement brûlé.

Les survivants, Russel Tribe, de Victoria, et Mark Manners, dont on ne connaît pas la ville d'origine, sont hors de danger.

Des secouristes prennent un moment de repos pendant qu'une grue soulève la carcasse de l'hydravion qui s'est écrasé dans les eaux du port de Nanaimo.

L'hydravion, appartenant au transporteur Air Rainbow, de New Westminster, en Colombie-Britannique, se dirigeait vers Port Mellon, au nord de Vancouver.

Des témoins ont affirmé que le Beech 18 a pris son envol de Departure Bay, à Nanaimo, à huit heures du matin, et a sem-

blé immédiatement en difficulté face aux vents violents qui soufflaient alors, avant de s'abîmer dans le port.

« L'appareil semblait vouloir rentrer, puis le vent s'en est emparé et il a heurté les rochers avant d'exploser », a affirmé un témoin.

Fiez-vous à Chrysler

FIÉZ-VOUS À CHRYSLER: LE MEILLEUR CHOIX POUR FAIRE DES ÉCONOMIES.

Programme d'un pare-chocs à l'autre aux acheteurs Chrysler* (3 ans/60 000 km)

Vous n'avez qu'à remplir le réservoir d'essence et à vérifier le niveau des liquides.

Pendant trois ans ou 60 000 kilomètres, selon la première éventualité, vous obtenez:

1. garantie d'un pare-chocs à l'autre sans aucune franchise;
2. entretien régulier de base tel qu'il est décrit dans le manuel du propriétaire;
3. assistance routière de la Ligue nationale d'autos**;
4. jusqu'à 50 \$ par jour d'allocations de transport (maximum de cinq jours) dans les cas de réparations urgentes;
5. remplacement gratuit de pièces usées et habituellement exclues de la garantie*.

PLUS

7,9%

Taux de crédit du fabricant pour 48 mois

Économies à long terme

Taux de crédit du fabricant pour 48 mois de



5,9%

Économies instantanées

Remise en argent de



1 000 \$

PROFITEZ DE CES OFFRES À L'ACHAT DES MODÈLES SUIVANTS:

DODGE SHADOW/PLYMOUTH SUNDANCE

avec, en plus, jusqu'à 1 185 \$ de rabais sur les groupes d'options† Le coussin gonflable est aussi offert sans supplément.

DODGE SPIRIT/PLYMOUTH ACCLAIM

avec, en plus, jusqu'à 1 000 \$ de rabais sur les groupes d'options†

CHRYSLER DYNASTY

avec, en plus, jusqu'à 1 000 \$ de rabais sur les groupes d'options†

L'AVANTAGE CHRYSLER

Voyez votre concessionnaire Chrysler pour économiser sur d'autres produits Chrysler

Les Warriors avaient des armes conçues pour la guerre

ST-JÉROME (PC) — Au cours de la crise d'Oka de 1990, les Warriors mohawks possédaient des armes suffisamment puissantes pour participer à des guerres.

C'est la constatation qu'a faite sur les lieux le major Alain Tremblay et qu'il a livrée, hier, au juge Benjamin Greenberg.

Le tribunal entend actuellement les représentations que veut lui faire la couronne et la défense, avant que la sentence ne soit prononcée dans les cas de Ronald « Lasagne » Cross et de Gordon « Noriega » Lazore.

Cross a été trouvé coupable, la semaine dernière, de 17 des 50 accusations portées contre lui, dont des accusations de voies de fait graves, de menaces de mort et de méfait.

Lazore fait face à cinq accusations, dont celle de voies de fait et une relative aux armes à feu. Quatorze autres accusations n'ont pas été retenues. Le troisième coaccusé, Roger Lazore, a été acquitté de 10 accusations.

Le major Tremblay, qui occupait un poste de commandement au cours de l'affrontement, a déclaré qu'il a vu personnellement Cross, à Oka, avec des fusils d'assaut, un revolver et un couteau de combat.

Tenant dans ses mains l'un de ces fusils, un M-16 américain, l'officier a fait savoir qu'il peut tirer 150 balles à la minute. Le chargeur de 30 cartouches peut se vider en 2,3 secondes. « C'est une arme spécialement conçue pour la guerre », a-t-il souligné. Ses projectiles explosent à l'intérieur du corps humain et causent « évidemment des blessures extrêmement graves ».

LE GWALARN
De retour le jeudi
30 janvier, 17 h.
Au plaisir de
vous revoir!
1480, Provancher
Cap-Rouge 653-4029

Dodge
Camions Dodge
CHRYSLER

Plymouth
Camions Dodge
CHRYSLER

*Le Programme exclut les éléments suivants: essence, lave-glace, huile d'appoint, pneus et entretien hors contrat.
†Le coussin gonflable est offert en option sur les modèles suivants: Dodge Shadow et Plymouth Sundance. Consultez votre concessionnaire pour en savoir davantage.
**Cet offre de taux de crédit du fabricant s'ajoute à l'offre du Programme à l'achat de Chrysler. Cette offre ne s'applique qu'aux particuliers achetant au détail. Elle annule et remplace toutes les offres précédentes et ne peut être combinée à aucune autre. La demande de crédit pour un terme maximal de 48 mois est conditionnelle à l'approbation de Chrysler Credit Canada Inc. Exemple: dans le cas d'un prêt de 10 000 \$ pour un terme de 48 mois à l'achat d'un véhicule admissible à un taux de crédit de 7,9% par année, les versements mensuels seraient de 242,88 \$; le coût total de l'emprunt s'éleverait à 1 696,68 \$, et le montant à rembourser de 11 696,68 \$. Si vous choisissez un taux de crédit réduit plutôt que la remise de 1 000 \$, la différence de la remise est incluse dans le coût de l'emprunt afin de déterminer le taux d'intérêt réel. Dans l'exemple ci-dessus, le coût de l'emprunt, incluant le montant de la remise dont vous ne vous êtes pas prévalu, s'éleverait à 2 696,68 \$, et le taux d'intérêt réel serait de 13,49%. Les acheteurs sont responsables du transport, de l'immatriculation, des taxes et autres frais pouvant s'appliquer. L'offre est en vigueur du 20 janvier 1992 jusqu'à ce que Chrysler Canada limite décide d'y mettre fin. Dans les cas des véhicules loués à long terme par des particuliers, seule la remise s'applique. L'offre ne concerne que les véhicules en stock chez le concessionnaire. Consultez le pour en savoir davantage.
***L'offre de taux de crédit du fabricant et l'offre de remise en argent sont mutuellement exclues. Ces offres ne s'adressent qu'aux particuliers achetant au détail. Elles annulent et remplacent toutes les offres précédentes et ne peuvent être combinées à aucune autre. Les demandes de crédit pour un terme maximal de 48 mois sont conditionnelles à l'approbation de Chrysler Credit Canada Inc. Exemple: dans le cas d'un prêt de 10 000 \$ pour un terme de 48 mois à l'achat d'un véhicule admissible à un taux de crédit de 5,9% par année, les versements mensuels seraient de 234,39 \$; le coût total de l'emprunt s'éleverait à 1 250,72 \$, et le montant à rembourser de 11 250,72 \$. Si vous choisissez un taux de crédit réduit plutôt que la remise de 1 000 \$, la différence de la remise est incluse dans le coût de l'emprunt afin de déterminer le taux d'intérêt réel. Dans l'exemple ci-dessus, le coût de l'emprunt, incluant le montant de la remise dont vous ne vous êtes pas prévalu, s'éleverait à 2 250,72 \$, et le taux d'intérêt réel serait de 11,81%. Les acheteurs sont responsables du transport, de l'immatriculation, des taxes et autres frais pouvant s'appliquer. L'offre est en vigueur du 20 janvier 1992 jusqu'à ce que Chrysler Canada limite décide d'y mettre fin. Dans les cas des véhicules loués à long terme par des particuliers, seule la remise s'applique. L'offre ne concerne que les véhicules en stock chez le concessionnaire. Consultez le pour en savoir davantage.
†La valeur des accessoires en option offerts en prime a été établie en fonction du prix suggéré par le fabricant pour chaque option achetée séparément suivant le modèle choisi. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.
††Certains restrictions s'appliquent. Un autre code de garantie est offert pour les modèles importés. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

ANDRÉ* PEUT VOUS FAIRE ÉCONOMISER JUSQU'À 1 000 \$ PAR FAX!

Procuvez-vous un télécopieur chez OE d'ici le 31 janvier et réalisez jusqu'à 1 000\$ d'économies.** Vous pourriez, par exemple, faire l'acquisition du télécopieur laser FAX-L770 de Canon. Aucun autre appareil actuellement sur le marché n'est doté d'une technologie de reproduction aussi avancée.

Pourquoi ne pas communiquer avec votre représentant OE dès maintenant? Il vous suffit de composer le 683-6363. Choisissez parmi le grand choix de télécopieurs Canon que vous offre OE et réalisez de grandes économies!

*ou tout autre représentant de télécopieurs Canon à votre service chez OE.

OE

UN CHOIX NATUREL EN AFFAIRES

2025, RUE LAVOISIER, BUREAU 145, SAINTE-FOY (QUÉBEC)

**Montant basé sur le prix d'achat d'un télécopieur FAX-L770 de Canon doté d'une carte de mémoire

Équité salariale

Johnson accusé de bloquer des fonds pour retarder une enquête

Trois dirigeantes syndicales ont accusé hier le président du Conseil du Trésor, Daniel Johnson, de bloquer sciemment des fonds pour la Commission des droits de la personne, afin de retarder l'enquête qui doit déterminer si quelque 24 000 employées de l'État sont victimes ou non de discrimination salariale.

LE SOLEIL

La CSN, le Syndicat professionnel des diététistes du Québec et la Centrale des professionnelles et professionnels de la santé ont révélé hier que la Commission des droits de la personne n'avait pas les fonds suffisants pour poursuivre l'enquête sur l'équité salariale entamée il y a quatre ans à la suite des plaintes de travailleuses.

Ces plaintes concernent 19 titres d'emploi à prédominance féminine dans les réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation. Ces femmes prétendent que leurs emplois sont sous-évalués et sous-payés comparativement à des emplois équivalents à prédominance masculine, dans le secteur public.

Selon la vice-présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, le ministre Johnson souffre d'un « blocage idéologique car il refuse d'admettre qu'il y a de la discrimination systémique ». « Ce blocage de fonds fait-il encore partie de la stratégie du Conseil pour empêcher que justice se fasse pour les travailleuses de l'État? », demandent les trois organisations.

Une mauvaise évaluation des emplois des femmes entraînerait pour chacune d'elles une perte annuelle variant entre 2000 \$ et 5000 \$. Pour atteindre l'équité, les organisations syndicales estiment que le gouvernement aurait dû verser l'an dernier 54,8 millions \$ à quelque 24 000 femmes. Si elles ajoutent les 15 000 autres salariées ayant des emplois similaires aux plaignantes, la note s'alourdit de 43 autres millions \$. Mme Carbonneau estime que les femmes n'ont pas à assumer cette perte,

même si le contexte économique est difficile. D'ailleurs, lors du prochain renouvellement des conventions collectives, certains syndicats tenteront de faire d'autres gains en matière d'équité salariale, comme ce fut le cas en 1989.

La Commission attend

Si les dirigeantes syndicales doutent de la promptitude du ministre Johnson à débloquer des fonds, la Commission des droits

de la personne affichait hier plus d'optimisme. « Les pourparlers ne sont pas terminés. Il n'y a pas eu refus de renouveler les fonds spéciaux », a expliqué Mme Paule Sainte-Marie. Celle-ci explique que l'enquête sur l'équité salariale est une enquête spéciale et ne peut se faire avec le personnel régulier de la Commission. Le budget supplémentaire nécessaire serait de l'ordre de 80 000 à 100 000 \$.

Au Conseil du Trésor, le directeur du cabinet indique cependant que le ministère de la Justice, responsable de la Commission, doit s'organiser avec l'enveloppe budgétaire déjà consentie, à moins de profiter de la période actuelle de revue de programmes.

Travailler à temps partiel pour poursuivre des études

Le fait de poursuivre des études est la principale raison invoquée par les travailleurs qui détiennent un emploi à temps partiel, révèle une étude réalisée par le Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail.

LE SOLEIL

Cette explication a été fournie par 33 % des quelque 400 répondants à l'enquête réalisée par Normande Lewis, et publiée dans le numéro de février de la revue *Le marché du travail*. Au deuxième rang, presque ex aequo (avec environ 19 % des répondants chacun) viennent les obligations personnelles et familiales du salarié, puis le fait qu'il n'a pas réussi à dénicher un emploi à temps plein qui corresponde à ses aptitudes et à son expérience.

Loin derrière les raisons précédentes, se classent l'état de santé de l'employé qui ne permet pas une charge de travail plus lourde

(7 % des répondants), le travail à temps partiel constitue un revenu d'appoint suffisant (6 % des répondants) ou encore le fait que l'employeur n'offre pas davantage d'heures de travail ou n'a pas d'emploi à temps plein disponible (4 % des répondants).

L'analyse des données permet à l'auteur de conclure qu'à court terme, environ 70 % des employés à temps partiel sont satisfaits de leur statut de « temps partiel ». Mme Lewis constate toutefois que la situation est différente à long terme puisque 62 % voudraient occuper un poste à temps plein lorsque leurs études seront complétées ou que les enfants auront vieilli.

LE SEUL REER

**QUI VOUS PERMET
D'ÉCONOMISER
2 FOIS PLUS D'IMPÔT
en plus de créer et maintenir
des milliers d'emplois
au Québec.**



DONNEZ UN COUP DE TÉLÉPHONE

À QUÉBEC:

(418) 628-FONDS

5 000, boul. des Gradins, bureau 100
Québec (Québec) G2J 1N3

1 800 567-FONDS

LE
FONDS PROFITE À TOUT LE MONDE
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)

Santé Québec réalisera une grande enquête sur la santé mentale des jeunes de 6 à 14 ans

MONTREAL (PC) — Le ministère de la Santé et des Services sociaux a annoncé, hier, le lancement d'une vaste enquête sur la santé mentale des jeunes Québécois et Québécoises de 6 à 14 ans.

Cette enquête sera menée par Santé Québec, un organisme créé en 1986 par le ministère et les départements de santé communautaire, et l'Hôpital Rivière-des-Prairies, un centre de santé mentale affilié à l'Université de Montréal.

En annonçant la nouvelle, hier, le Dr Juan Roberto Iglesias, sous-ministre associé à la Santé au ministère de la Santé et des Services sociaux, a souligné qu'il s'agissait de la première enquête sur la santé mentale des adolescents au Québec.

Dans le cadre de cette étude,

Reprise du trafic à Saint-Tite

SAINT-TITE (PC) — La circulation ferroviaire devrait reprendre aujourd'hui sur la voie ferrée reliant Garneau à Hervey-Jonction, à la suite du déraillement de 18 wagons dimanche à Saint-Tite, en Mauricie, mais à vitesse réduite, a fait savoir hier CN. Hier après-midi, six des 18 wagons qui ont quitté la voie ferrée avaient été replacés sur les rails. L'accident a entraîné la chute de trois wagons dans la petite rivière des Envies tandis qu'une quinzaine d'autres ont quitté les rails sur une longueur de plus de 250 mètres.

qui débutera le 10 février et se poursuivra jusqu'en mai 1992, quelque 2400 enfants et adolescents de toutes les régions du Québec ainsi que leurs parents seront interviewés à domicile. Ces enfants ont été choisis au hasard, à partir du fichier des allocations familiales.

Le Dr Jacques Mackay, directeur général de l'Hôpital Rivière-des-Prairies, a souligné que cette enquête « permettra un progrès significatif dans la compréhension des problèmes affectifs des jeunes Québécois ».

Il a rappelé que plusieurs facteurs qui contribuent ou accompagnent l'apparition de problèmes psychologiques chez les adultes semblent se développer dans l'enfance.

Certains de ces facteurs sont en augmentation, tels les problèmes liés à l'alcool et à la drogue, la violence, les abandons scolaires, l'accroissement du nombre de sans-abri, la prostitution chez les jeunes, l'éclatement des familles.

« De plus, a noté le docteur Mackay, l'analyse des événements

stressants survenus avant l'âge de 12 ans montre que ceux-ci peuvent avoir un impact très important sur le niveau de détresse psychologique et les comportements suicidaires à l'âge adulte ».

Les événements de la vie, le

statut socio-économique, les facteurs familiaux et la santé physique feront l'objet d'une attention particulière.

Les résultats de l'enquête sur la santé mentale des jeunes seront connus vers le mois de mai 1993.

Décrochage scolaire: le PQ appuie Pagé

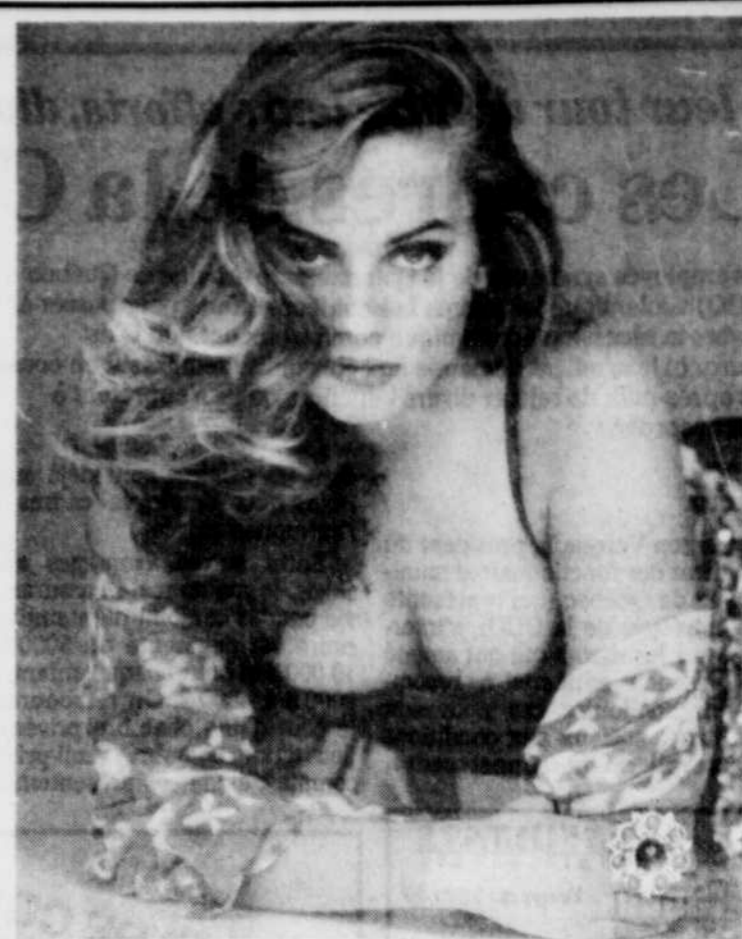
Le parti Québécois s'est dit prêt, hier, à donner son appui au ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, dans ses efforts pour contrer le décrochage scolaire.

« Si l'on se fie aux promesses qu'il a faites aux participants du colloque de la réussite scolaire, en fin de semaine à Québec, il semble que cette fois-ci le ministre ait compris le message » a déclaré hier le député péquiste et porte-parole de l'Opposition en matière d'éducation, M. François Gendron.

Selon M. Gendron, toutes les analyses portant sur les abandons scolaires conduisent aux mêmes conclusions quant aux correctifs: diminution du nombre d'élèves

par classe, mise en oeuvre de mesures d'accompagnement personnalisé, meilleur dépistage dès le primaire des décrocheurs potentiels et amélioration du soutien professionnel aux élèves.

« Reste à voir si le ministre saura convaincre ses collègues d'injecter les sommes nécessaires à la poursuite de ses objectifs. Mais s'il s'engage réellement dans cette voie, le ministre peut compter sur notre appui » a ajouté le député Gendron, qui déplore toutefois que le ministre ait à nouveau retardé à la fin de mars l'annonce de son plan d'action.



Votre Valentine attend tous vos mots d'amour et peut-être un cadeau Rosa Borra...



PLACE de la CITE

Niveau promenade, entrée du Manhattan Grill
Entre Place Laurier et Place Ste-Foy

Jeep et Eagle l'ont l'affaire!

Des taux de crédit qui descendent jusqu'à **3,9%** ou des remises qui s'élèvent jusqu'à **1 500\$**



Jeep

Eagle Summit

Jeep Cherokee

3,9% financement pour 48 mois ou 1 000\$ de remise*

5,9% financement pour 48 mois ou 1 500\$ de remise*

Et profitez des taux de crédit du fabricant ou des remises généreuses sur ces modèles!



EAGLE VISTA	3,9%	FINANCEMENT POUR 48 MOIS	OU 1 000 \$ DE REMISE
EAGLE 2000 GTX	7,9%	FINANCEMENT POUR 48 MOIS	OU 750 \$ DE REMISE
JEEP YJ	7,9%	FINANCEMENT POUR 48 MOIS	OU 500 \$ DE REMISE
EAGLE TALON	7,9%	FINANCEMENT POUR 48 MOIS	OU 500 \$ DE REMISE
JEEP COMANCHE	7,9%	FINANCEMENT POUR 48 MOIS	OU 500 \$ DE REMISE

Renseignez-vous sur les programmes de location Clé d'or d'un pare-chocs à l'autre de 3 ans offerts sur le Jeep Cherokee et la Eagle 2000 GTX

Maisonnette Automobiles Inc.
Québec 529-8135
Autos Laurier Inc.
Ste-Foy 681-4631

Autos A. Gosselin Inc.
St-Nicolas 831-2050



Jeep et Eagle l'ont l'affaire!

Jeep et Eagle est une fois de plus le leader de l'industrie!

*Offres mutuellement exclusives et pour usage personnel seulement. Le financement pour un terme maximum de 48 mois est sujet à l'approbation de Chrysler Crédit Canada Ltée. Exemple: 10 000\$ emprunté à un taux d'intérêt annuel de 3,9%, 5,9% ou 7,9% respectivement pendant 48 mois. Mensualités: 225,34\$, 234,39\$ ou 243,66\$ respectivement. Coût de l'emprunt: 816,32\$, 1 250,72\$ ou 1 695,68\$ respectivement. Montant total à rembourser: 10 816,32\$, 11 250,72\$ ou 11 695,68\$ respectivement. Le loi exige de tenir compte des remises non prises de 500,00\$, 750,00\$, 1 000,00\$ ou 1 500,00\$, en recalculant le coût de l'emprunt, exprimé en dollars et en pourcentage, comme suit: 1 816,32\$, 2 750,72\$, 2 195,68\$ ou 2 445,68\$ et 9,32%, 14,49%, 10,59% ou 12,02% par année. En vigueur du 20 janvier 1992 jusqu'à ce que Chrysler Canada Ltée y mette fin. Les véhicules loués au détail ont droit à la remise seulement. Valable pour les véhicules en stock chez le concessionnaire seulement. Ces offres annulent et remplacent toutes autres offres et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre précédente. Transport, immatriculation, taxes, assurance, enregistrement et tous autres frais applicables en sus. Voir un concessionnaire pour les détails.

OTO-RHINO-LARYNGOLOGISTE



Dr Abdalah Zacharia M.D. FRCS (c)

À compter du 7 février 1992, le Dr Abdalah Zacharia exercera sa profession avec les Drs Michel Fortin et Joseph-Édouard Richard au Centre médical Jeffrey Hale, 1248, chemin Sainte-Foy, Québec.

Il continuera à offrir les mêmes services au Centre Hospitalier Universitaire Laval (CHUL), 2705, boul. Laurier, Sainte-Foy.

Pour rendez-vous:
Bureau: 527-5908
CHUL: 654-2251

OTO-RHINO-LARYNGOLOGISTE



Dr Joseph-Édouard Richard M.D. FRCS (c)

À compter du 6 février 1992, le Dr Joseph-Édouard Richard exercera sa profession avec les docteurs Michel Fortin et Abdalah Zacharia au Centre médical Jeffrey Hale, 1248, chemin Sainte-Foy, Québec.

Il continuera à offrir les mêmes services au Centre Hospitalier Universitaire Laval (CHUL), 2705, boul. Laurier, Sainte-Foy.

Pour rendez-vous:
Bureau: 527-5908
CHUL: 654-2251

OTO-RHINO-LARYNGOLOGISTE



Dr Michel Fortin M.D. FRCS (c)

À compter du 10 février 1992, le Dr Michel Fortin exercera sa profession avec les docteurs Joseph-Édouard Richard et Abdalah Zacharia au Centre médical Jeffrey Hale, 1248, chemin Sainte-Foy, Québec.

Il continuera à offrir les mêmes services au Centre Hospitalier Universitaire Laval (CHUL), 2705, boul. Laurier, Sainte-Foy.

Pour rendez-vous:
Bureau: 527-5908
CHUL: 654-2251

À leur tour de faire leurs efforts, disent les employés syndiqués

Les cadres de la CUQ invités à rejeter certains bénéfiques

Les employés syndiqués de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) veulent que les cadres fassent leurs efforts pour passer à travers la récession économique comme eux ont fait. C'est pourquoi le syndicat demande aux élus qui se réunissent en conseil cet après-midi de rejeter divers bénéfiques qu'ils s'approprient à leur accord.

LE SOLEIL

M. Gaston Verreault, président du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Québec (qui représente les employés de la CUQ), s'interroge sur les motifs qui ont amené la direction générale à recommander d'ajouter ces nouveaux avantages sociaux aux conditions de travail du personnel cadre,

dont les salaires sont déjà supérieurs aux employés cadres de l'entreprise privée.

Entre autres avantages envisagés, le montant de l'assurance-vie pour le conjoint d'un employé cadre est augmenté de 5000 \$ à 10 000 \$ et pour chaque enfant, de 2000 \$ à 4000 \$. On rembourse le coût d'une chambre privée au lieu d'une chambre semi-privée, comme c'est le cas présentement.

Ces deux nouveaux avantages coûteront 5000 \$ de plus par année à la CUQ.

La CUQ rembourse tous les frais encourus (médicaux, dentaires et de la vue) non admissibles en vertu de la police d'assurance collective actuelle, pour un maximum de 2000 \$ par année pour le directeur général, 1500 \$ pour les directeurs de service et de 1000 \$ pour les autres cadres. Coût additionnel pour la CUQ : 25 000 \$ par an. Ces différences entre classes de cadres sont qualifiées d'élitistes par le président Verreault. Il demande aux maires de rétablir les valeurs de justice et d'équité et ainsi rejeter ces de-

mandes de nouveaux avantages pour les cadres qui avaient déjà au moins les mêmes que ceux du personnel syndiqué et ce, malgré qu'ils aient déjà des salaires plus élevés.

Par ailleurs, les cadres veulent une allocation à la fonction égale à 2 % du maximum de la classe de chaque employé cadres occupant un poste de la classe 4 à 8, soit notamment le directeur général, les directeurs de service et leurs adjoints, les chefs de division. Cette allocation, qui existe déjà en partie, doit coûter 30 000 \$ par année à la CUQ.

Par ailleurs, pour 1991 et 1992, les cadres recevront des augmentations de 5 % par an, dont la moitié garantie et l'autre 2,5 % au mérite. Le syndicat dénonce la

possibilité pour un cadre d'obtenir plus de 2,5 % d'augmentation selon le mérite en s'appropriant les hausses que d'autres n'auraient pas eues, vu que c'est la masse salariale qui ne devra pas dépasser une augmentation maximale.

Même si ces avantages souhaités résultent d'une étude d'une firme extérieure, le président syndical dit qu'il ne faut pas se leur-

rer : ça dépend du mandat que tu donnes !, dit-il.

Même si le comité exécutif a déjà, le 14 janvier, accepté une résolution autorisant les nouveaux avantages sociaux, le syndicat demande aux maires de réviser leur décision et de faire participer les cadres à l'effort déjà fourni par les autres employés qui deviendraient, dans le cas contraire, « les dindons de la farce ! »

Le torchon continue de brûler entre Val-Bélair et l'aréna 2-Glaces

Les positions semblent irréconciliables entre Val-Bélair et l'aréna 2-Glaces. Un problème de viabilité de l'aréna est au coeur du litige.

LE SOLEIL

Le torchon ne cesse de brûler entre les autorités municipales de Val-Bélair et les administrateurs de l'aréna 2-Glaces, ces derniers réagissant aux propos du maire Claude Beaudoin à l'effet qu'il s'agissait d'un contrat signé de bonne foi entre les parties et qu'il n'avait pas l'intention d'en renégocier les termes.

« L'aréna ne fait pas ses frais parce que le bail qui nous lie à la ville nous impose des conditions excessives », explique Éloi Parent, constructeur et copropriétaire de l'aréna 2-Glaces, payant un tarif inférieur au marché et sans indexation par rapport aux coûts accrus d'électricité et des autres frais d'opération, tout en se ménageant les meilleures heures de patinage.

La décision de faire payer certains visiteurs, des parents de joueurs de hockey ou patineurs de fantasia pour la plupart, suscite beaucoup de mécontentement, mais c'est la seule solution qu'ont retenue les propriétaires Éloi et Martin Parent pour assurer la viabilité de l'aréna et faire pression sur la ville même s'ils se défendent bien de le faire dans cet esprit.

« Nous sommes prêts à vendre l'aréna à la municipalité si elle le souhaite, mais on ne peut pas maintenir la situation actuelle. Il faut rentabiliser nos heures de glace, négocier de nouvelles conditions », affirme de nouveau Éloi Parent.

« C'est la première fois que j'entends parler de vente. Ce n'est pas ce qu'ils ont tenté de faire jusqu'ici », rétorque le maire Claude Beaudoin qui portera en appel la décision du juge Gérard Boisvert, autorisant l'aréna à percevoir des droits d'entrée. Le maire ne veut pas commenter la façon dont cette entreprise privée est gérée ni subventionner une entreprise à but lucratif. Il croit que les administrateurs n'ont qu'à faire preuve d'imagination et de dynamisme pour rentabiliser ces facilités exceptionnelles. Il a rejeté du revers de la main la prétention de M. Parent à l'effet que la ville conservait les meilleures heures de glace.

En Bref

■ Vols qualifiés

CHARLESBOURG — Trois vols qualifiés ont été commis à Charlesbourg. À 21 h45 dimanche, au dépanneur Provi-Soir situé au 4750, 3e Avenue ouest, deux individus armés d'un couteau ont réclamé le contenu de la caisse ainsi que des billets de loterie. Puis, à 23 h, un homme dissimulant un objet sous son chandail et en état d'ébriété s'est présenté au commerce du 575, 80e Rue ouest et a demandé les recettes de la soirée. Le suspect dans la trentaine n'a pas été retracé. Enfin, à 3 h30, un voleur est entré au Provi-Soir de l'avenue de Gaule

■ Trafiquants arrêtés

CHICOUTIMI — L'escouade du crime organisé de la SQ de Chicoutimi a arrêté sept individus vendredi, à la suite de deux perquisitions menées au 34, boulevard de l'Université ainsi qu'au 3522, boulevard Martel à Saint-Honoré. Des saisies d'armes ainsi que d'un kilo de cocaïne ont été effectuées en ces lieux. Eric Joncas, 25 ans et Martial Filion, 32 ans, de Chicoutimi, ont comparu hier, sous des accusations de trafic et de possession de stupéfiants et de complot. La valeur de la drogue saisie est de 30 000 \$.

RÉSULTATS					
Tirage du 92-01-27					
4	5	17	26	28	
31	34	38	39	41	
44	45	46	49	51	
55	59	60	65	67	

Prochain tirage: 92-01-28

T.V.A. le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

VERRES DE CONTACT

CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE RICHARD

Gaëtan Richard, md
FRCS(C)

1045, chemin Ste-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital St-Sacrement

683-4450

CORRECTION

Dans l'annonce parue dans le journal Le Soleil du 25 janvier 92, section Tourisme, on devait lire :
**Supplément de 100\$ par personne pour 1 et 2 semaines, du 16 février au 8 mars.

Nous nous excusons de cette erreur.

VOYAGES

Solange GOULET

ERRATUM

Dans l'annonce d'EBQM du 26 janvier en page A-5, vous auriez dû lire :

FAX PAPIER ORDINAIRE

1 995\$ et plus

EBQM

500, av. St-Jean-Baptiste, Bur. 120,
Québec 871-1321

«Quand tout est en option,
ça regarde mal!»



Regardez bien
la Sundance et la Shadow 1992.



12 376\$*
- 1 000\$ DE REMISE

OU

taux de financement du fabricant

OU

Programme d'un pare-chocs à l'autre aux acheteurs Chrysler**

Vous en avez pour votre argent!

47 caractéristiques en équipement standard, dont:

- moteur 2.2 L à injection électronique
- direction et freins assistés

Et de plus, vous obtenez:

- radio AM/FM stéréo à 4 haut-parleurs
- déclenchement intérieur du hayon
- glaces teintées
- essuie-glace intermittent
- console avec appui-bras
- groupe lumière
- tapis avant et arrière
- et bien d'autres

* Transport et préparation inclus. Taxes en sus. Prix de détail suggéré par le fabricant. Modèle 2 portes offert à 300\$ de moins. Détails chez le concessionnaire.
** Ces offres sont mutuellement exclusives et d'une durée limitée.
*** Offert pour une période de temps limitée ou jusqu'à épuisement des stocks.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.



L'AVANTAGE CHRYSLER



CHEZ LE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER DODGE PLYMOUTH DE VOTRE RÉGION.

LE MONDE



Un hôtel s'effondre

Des sauveteurs étaient à la recherche de trois victimes hier après que l'hôtel Bahía, de sept étages, se fut effondré à Santander dans le nord de l'Espagne, entraînant la mort de deux ouvriers. L'immeuble était en voie de réfection.

Mission de l'ONU harcelée en Irak

NATIONS UNIES (Reuter, AFP) — L'ONU a protesté hier auprès de l'Irak après qu'une délégation de 18 inspecteurs des Nations unies eut été molestée par des manifestants à Bagdad, sous les yeux d'une police demeurée impassible, a dit un porte-parole de l'ONU.

L'une des responsables de la mission, Mme Karen Jansen, et deux autres inspecteurs, qui venaient de Bahreïn, ont été bousculés, injuriés et poussés contre un mur à leur arrivée à l'hôtel Sheraton.

Les trois inspecteurs ont réussi à échapper aux quelque 40 contestataires qui tentaient de leur barrer le passage. Mais les autres membres de la délégation ont patienté 20 à 25 minutes dans leur autocar avant de se décider à entrer dans l'hôtel.

« Priée de dire pourquoi elle n'intervenait pas, la police a déclaré qu'elle n'y était pas autorisée », a dit le porte-parole.

Cet incident, filmé par une équipe de CNN, constitue une violation des engagements pris par

l'Irak pour assurer la sécurité des délégations de l'ONU, a-t-il ajouté.

La délégation est arrivée hier matin en Irak pour inspecter les sites militaires irakiens dans le cadre de la campagne de destruction des armes chimiques irakiennes.

En septembre dernier, des inspecteurs de l'ONU avaient été bloqués pendant quatre jours sur un parking de Bagdad par les troupes irakiennes qui voulaient les contraindre à restituer des documents relatifs au programme nucléaire irakien.



Paris, Lyon, Nice et plusieurs autres villes françaises 5 fois par semaine* via Amsterdam avec KLM. Service de navette Royal Express. Départs de Mirabel à 21 h 40.

* Pas de départ les lundis et mercredis.

La ligne de confiance **KLM**

Retrouvailles Ottawa-Kiev

KIEV (PC, AP, Reuter) — Le Canada a fait parvenir une première livraison d'environ 1,5 million\$ de médicaments à l'Ukraine, hier, quelques heures après qu'Ottawa et Kiev eurent établi des relations diplomatiques.

Mme Barbara McDougall, ministre des Affaires extérieures du Canada, a exprimé l'espoir que l'Ukraine « devienne un important partenaire commercial et n'ait plus besoin d'aide humanitaire ».

« C'est également ce que nous souhaitons », a répondu M. Leonid Kravchuk, président de l'Ukraine. Il a expliqué que l'aide, qui est nécessaire actuellement, ne constitue pas une solution à long terme, puisqu'elle n'incite pas les gens à régler eux-mêmes leurs problèmes.

La ministre s'est dite satisfaite du contrôle nucléaire sur le territoire ukrainien. A Moscou, où elle s'est rendue plus tard pour rencontrer M. Alexei Kozyrev, ministre des Affaires étrangères de Russie, Mme McDougall a annoncé que des spécialistes canadiens iront en Russie, en mars, pour aider à détruire les armes nucléaires sur son territoire.

Incidentement, les ex-républiques soviétiques sont plus diligentes que prévu pour démanteler leurs armes nucléaires tactiques, a assuré hier un haut responsable américain voyageant avec le secrétaire d'Etat James Baker.

La Maison Blanche, de son côté a salué la décision du président russe, Boris Eltsine, de ne plus diriger de missiles vers des villes américaines.

Eeltsine en... parfaite santé

MOSCOU (Reuter) — Le président russe Boris Eltsine s'est absenté de Moscou pour deux jours et n'assistera pas aux pourparlers de paix sur le Moyen-Orient qui se tiendront aujourd'hui dans la capitale russe.

Son porte-parole, Pavel Vochtchanov, a démenti les informations faisant état de problèmes de santé de Boris Eltsine, ajoutant que ce dernier effectuerait comme prévu des visites en Grande-Bretagne, aux États-Unis et au Canada à la fin de la semaine.

« Les circonstances font qu'il doit s'absenter de Moscou lundi et mardi. Vous pouvez officiellement dire, en me citant, que le président est en est parfaite santé », a ajouté le porte-parole.

Il a refusé de dire où se trouvait Boris Eltsine.

Des rumeurs sur l'état de santé du président russe ont été alimentées hier par l'annulation d'une rencontre qu'il devait avoir avec le ministre japonais des Affaires étrangères, Michio Watanabe. Citant des responsables proches de Boris Eltsine, l'Asahi Shimbun de Tokyo a cru savoir qu'il avait été victime d'un malaise cardiaque.



Francfort, Munich, Berlin et plusieurs autres villes allemandes 5 fois par semaine* via Amsterdam avec KLM.

Service de navette Royal Express.

Départs de Mirabel à 21 h 40.

* Pas de départ les lundis et mercredis.

La ligne de confiance **KLM**

25 995\$

JEEP CHEROKEE LIMITED 1992

- Moteur 4 litres 190 HP
- Automatique "select track"
- Air climatisé
- 9 000 km
- Vitres et portes électriques
- Sièges recouverts de cuir
- Régulateur de vitesse
- Radiocassette AM-FM
- Etc.



Meilleur service après-vente selon l'indice de satisfaction de la clientèle de Chrysler Canada.

GOSSELIN
ST-NICOLAS 831-2050

*Taxes inclus, frais d'expédition et tare en sus.

SURPLUS D'INVENTAIRE
La porcelaine NORITAKE est à l'honneur!



La porcelaine Artic White, signée Noritake, saura donner à votre table le charme requis pour vos repas de tous les jours.

COUVERT 5 PIÈCES

Détail suggéré : 43\$

Prix Renault : 25\$

PRIX LIQUIDATION

20\$

Renault, le magasin qui, depuis plus de 100 ans, vous offre le plus beau choix de vaisselle, verrerie et coutellerie à Québec.

Renault & cie

82, rue Saint-Paul
692-0144

Ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h; samedi, de 9 h 30 à 16 h 30.



Rome, Milan et plusieurs autres villes italiennes 5 fois par semaine* via Amsterdam avec KLM.

Service de navette Royal Express.

Départs de Mirabel à 21 h 40.

* Pas de départ les lundis et mercredis.

La ligne de confiance **KLM**

VOUS CHERCHEZ LE MEILLEUR?

ALLEN OU VEND LE MEILLEUR

LE RANCH DU CUIR

Vente finale

CUIR DE QUALITÉ 149\$ et plus

GALERIES DE LA CAPITALE (rez-de-chaussée) 622-5744	PLACE LAURIER (7e étage, entre la Gare et Bloem) 656-6196	PLACE DU ROYAUME Chicoutimi (face au cinéma) 690-0052	Plan mise de côté VISA MasterCard American Express
---	--	--	---

PARLEZ ANGLAIS

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

—COURS DEDUCTIBLE D'IMPÔT

BERLITZ

5 PLACE QUEBEC 529-6161

© 1991 Centre de Langues Berlitz

Un canard conduit une Civic sur 41 km?

Avec la nouvelle CIVIC VX 1992, le prix de l'essence vous coule comme la pluie sur le dos d'un canard! En effet, avec seulement 1 \$ d'essence*, vous pouvez rouler 41 km... Une performance de 72 milles au gallon sur la route, confirmée par Transports Canada.

LES CONCESSIONNAIRES HONDA SELECT

La comparaison est établie en fonction d'un tarif de 62¢ le litre d'essence.

Auto Frank et Michel
5790, boul. Ste-Anne
Boischatel, G0A 1H0
822-2252

ÉDITORIAL

Le Sénat:
du calme!

La presse francophone clame la fin du Sénat élu, égal et efficace. Les médias anglophones refusent de voir le choucho des provincialistes mourir de sa belle mort. La conférence constitutionnelle de Calgary, en fin de semaine, reflétait ainsi le cœur des divergences nationales, soit le débat sur le concept même du Canada.

Si les participants à la première conférence thématique de Halifax, il y a dix jours, témoignaient d'une certaine ouverture au moins de principe envers le Québec, ceux qui ont fait le voyage de Calgary n'ont de toute évidence pas participé au même type d'exercice en consensus, aussi vague soit-il.

Car il n'y a même pas consensus sur les interprétations de cette rencontre où la présence québécoise se manifestait surtout par d'ardents fédéralistes comme le libéral André Ouellet ou le président du Conseil du patronat, Ghislain Dufour, qui s'évertuent à éviter que sombre le navire canadien sur les écueils d'une incompréhension des demandes mêmes minimales du Québec.

Les provinces de l'Ouest ont réussi à placer leur priorité constitutionnelle, soit la réforme du Sénat, parmi les questions incontournables de cette discussion. Il leur faudra maintenant comprendre que malgré le bien-fondé de leurs récriminations contre l'irrespect que manifeste le pouvoir central envers elles, il ne sert à rien de placer la charrue avant les boeufs.

Le Canada joue présentement son avenir non sur le nombre de sénateurs essentiels à l'épanouissement de la Saskatchewan ou de l'Île-du-Prince-Édouard, mais sur la présence ou l'absence du Québec.

Ni l'Alberta de Don Getty ni la Terre-Neuve de Clyde Wells ne tiendront de référendum sur leur appartenance au Canada en cas d'échec de la réforme du Sénat.

Mais le Québec, lui, aura à choisir sur les bases d'une nouvelle entente constitutionnelle qui redessinerait totalement le partage des pouvoirs et des responsabilités.

Tous savent qu'un Sénat remodelé aux pouvoirs accrus ne verra le jour qu'aux dépens des gouvernements provinciaux. C'est d'ailleurs sur cet air d'antiprovincialisme que semble se tracer de plus en plus un consensus, au Canada anglais.

Le Québec rêve d'un Canada sans Sénat. Mais le gouvernement, plus réaliste, se contente d'exiger l'abolition du Sénat dans sa forme actuelle, comme il l'a fait inscrire dans la version finale du rapport Allaire. En clair, il va négocier une révision de ses pouvoirs.

Peu lui chaut, au fond, qu'une seconde chambre avale ou rejette une série de projets de loi gouvernementaux selon des modalités nouvelles. Que cette institution revalorisée relève du vote populaire plutôt que du patronage politique ne fera finalement qu'amoinrir les pouvoirs des députés actuels.

Mais l'égalité factice des dix provinces réclamée par les partisans du *triple E*, elle, n'a rien de démocratique, au contraire, dans un Sénat devenu efficace. Québec devra opposer son droit de veto actuel sur le nombre de sénateurs pour neutraliser ce projet.

Que le Canada solutionne d'abord les problèmes fondamentaux de partage des pouvoirs et de reconnaissance de la nation québécoise, qu'il s'implique ensuite dans une négociation de fond avec les autochtones, et qu'en dernier lieu seulement il s'occupe de la quinquennalité sénatoriale. Voilà ce qu'il faut faire quand il y a urgence.

RAYMOND GIROUX

Bloc-notes

Tous pour...

Le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, tentera de convaincre ses collègues du conseil des ministres de décaler des sous pour abaisser le ratio maître-élève dans les écoles où les élèves présentent un risque élevé de décrochage.

On ne peut qu'appuyer la démarche du ministre fondée sur des études, de nombreux témoignages et, enfin, sur un premier inventaire des centaines de modèles d'intervention utilisés auprès des décrocheurs. Les seules initiatives qui se sont révélées efficaces, a-t-on noté, sont celles qui rapprochent l'enseignant de ses élèves : enseignement magistral en petits groupes, rencontres individuelles et aide à la préparation des examens.

À l'inverse, l'absence de suivi pédagogique dans l'école est constamment relevé comme un facteur propice au décrochage. Il faudrait plus d'adultes, plus d'encadrement dans l'école signalait hier une ex-décrocheuse sur les ondes de la radio. Comme plusieurs, elle avait quitté l'école sans le dire à aucun adulte dans sa polyvalente et personne n'a cherché à la ramener en classe.

L'anonymat des élèves dans les polyvalentes, beaucoup plus grosses que le prévoyait le rapport Parent — et dénoncées depuis leur création —, a produit ce qu'il ne pouvait que générer : un décrochage massif avant l'obtention du diplôme d'études secondaires. On y a du mal à relever les indices du décrochage (échec et retard scolaire, absences répétées, démotivation, travaux *botchés*).

L'ajout de personnel (profs supplémentaires, travailleurs sociaux, etc.) coûtera des sous, bien sûr. Peut-être moins cependant que de soutenir financièrement, plus tard, une clientèle qui se sera réfugiée dans le ghetto de l'aide sociale, faute de pouvoir occuper ou conserver un emploi.

Tout le discours sur la compétitivité des sociétés industrielles repose en bonne partie sur la nécessité d'élever le niveau général de qualification de la population. La présidente de la CEQ, *tannée* de cette emphase sur l'économie, juge qu'elle ne peut justifier seule l'intérêt de la société pour l'éducation. Elle a raison : des adultes plus scolarisés forment une société potentiellement plus ouverte à la culture, plus démocratique, plus libre. Il faut cependant pouvoir gagner décemment sa vie avant d'aller dans cette direction. Économie et culture sont intimement liées.

MARIE CAQUETTE

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président exécutif:

DENIS CLICHE

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS

LA MISSION DISCOVERY-CALGARY



Monsieur est-il si impopulaire que ça?

S'il y a une chose qui agace au plus haut point l'entourage de Jacques Parizeau, c'est bien d'entendre répéter que le PQ traine son chef comme un boulet et qu'il écraserait facilement les libéraux avec un leader plus populaire.

La semaine dernière, j'ai écrit que la « vraie victoire morale » du PLQ à l'élection partielle dans Anjou pouvait s'interpréter comme un signe de méfiance à l'endroit de M. Parizeau.

Je rapportais les propos d'un député libéral qui se proposait d'afficher le portrait du chef péquiste à côté du sien, lors de la prochaine campagne électorale. Ça l'aiderait à se faire réélire, disait-il.

Dans le même esprit, j'aurais pu citer cet autre député libéral qui souhaitait presque une défaite de son parti pour ne pas ébranler le leadership de M. Parizeau. Je connais aussi des péquistes qui se souviennent de la douloureuse expérience de Claude Ryan, en 1981, et qui doutent encore que leur chef puisse les conduire à la victoire aux élections générales.

Pour rectifier cette fâcheuse impression, on m'a fait parvenir quelques résultats d'un sondage que le sondeur maison du PQ, Michel Lepage, a effectué dans le comté d'Anjou à la fin de décembre.

Une des questions posées était la suivante: « Selon vous, laquelle parmi les personnalités politiques suivantes ferait le meilleur premier ministre pour le Québec: M. Robert Bourassa, M. Jacques Parizeau, M. Robert Libman? » Résultats: Parizeau 37,2%, Bourassa 33,5%, Libman 3,7%, autres 19,5%.

Ce qui est encore plus intéressant pour M. Parizeau, c'est qu'il recueille 41,9% chez les francophones et M. Bourassa 29,3%. Ce qui expliquerait que 62% des francophones d'Anjou aient voté PQ la semaine dernière. Dans Montmorency, ce pourcentage était de 55%.

Michel
DAVID

Le premier ministre est le plus populaire des deux -- et de très loin -- chez les anglophones et les allophones anglophones. Mais même en additionnant toutes les voix Libman aux voix Bourassa, sa popularité ne dépasse pas celle de M. Parizeau. Reste à savoir pour lequel des deux voterait les 19,5% qui ont répondu « autres ».

Il n'y a aucune raison objective de douter de la fiabilité du sondage péquiste, même s'il ne concorde pas avec d'autres sondages. L'échantillon était de 492 répondants -- ce qui est beaucoup pour un seul comté -- et la compétence de Michel Lepage ne fait aucun doute.

Dans la mesure où le comté d'Anjou est représentatif de l'ensemble du Québec -- et sa composition démographique l'est indéniablement -- on devrait conclure de ces chiffres que l'impopularité personnelle de M. Parizeau tient davantage du mythe que de la réalité.

Et pourtant, je n'arrive pas à m'enlever de la tête que le courant passe difficilement entre le chef du PQ et le Québécois moyen.

M. Parizeau a fait de louables efforts pour améliorer son image publique au cours de la dernière année et il faut quand même admettre qu'il y a eu progrès. Mais il aurait beau se recueillir à toutes les heures et changer de chemise trois fois par jour, là n'est pas le vrai problème.

Tout le monde sait que c'est un homme remarquable, mais son assurance, ses bonnes manières, son vocabulaire, sa cor-

pulence en font un personnage hors du commun, distant, intimidant, autoritaire aussi, auquel peu d'électeurs sont capables de s'identifier.

Essayez donc d'imaginer M. Parizeau affublé d'un sobriquet comme *Boubou* ou *Ti-Poil*. Impossible. Le seul surnom que je lui connaisse est celui de *Monsieur*, qui n'a rien de familier et qu'à peu près personne n'utilise en dehors du petit monde qui gravite autour de la Colline parlementaire.

Plusieurs le trouvent hautain, surtout quand ils le comparent au premier ministre. C'est vrai que M. Bourassa a un style beaucoup moins flamboyant, qu'il déteste l'ostentation et les mondanités. Mais à sa manière, il est aussi vaniteux que M. Parizeau: rien ne lui fait plus plaisir que de savoir que vous reconnaissez son intelligence et sa virtuosité politique.

La semaine dernière, le chroniqueur Jean V. Dufresne avait une explication originale à la performance libérale dans Anjou. Selon lui, les Québécois demeurent attachés à M. Bourassa parce qu'il voit en lui un parfait fétiche, dans lequel ils peuvent enfoncer des aiguilles à tricoter pour se soulager.

Il y a du vrai là-dedans. Depuis vingt ans, c'est presque devenu un réflexe de chialer contre Bourassa, mais de voter pour lui. Et puis, quand les choses vont plutôt bien, aussi bien avoir un chef qui n'est pas trop dérangeant.

Mais si vraiment les électeurs commencent à penser que M. Parizeau ferait un meilleur premier ministre, serait-ce qu'ils prévoient de la turbulence et veulent s'assurer qu'une main ferme tiendra la barre?

Quand les Anglais ont vu s'amonceler les nuages, en 1940, ils ont congédié le trop complaisant Chamberlain et l'ont remplacé par le bouillant Churchill, qu'ils ont mis dehors dès que l'orage fut passé. Ouais... on n'est quand même pas rendu là.

Votre Opinion

Où allons-nous ?

La ville de Québec entend poser sa candidature pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver dans quelques années.

Âgée et tirant mes revenus de pensions et d'intérêts, cette idée me désole et m'effraie un peu.

Il s'agit là d'une entreprise qui n'aura d'autre conséquence à long terme qu'un fardeau fiscal accru pour l'ensemble des contribuables.

Pourtant, l'expérience est là pour nous inciter à la prudence. Le site d'Expo 67 tombe en ruines. La Ronde n'intéresse plus personne. Le Stade olympique est un gouffre sans fond. Et Québec 84 a été un échec lamentable. De tout cela, il ne reste que des dettes et des impôts.

Qui a profité de ces spectacles grandioses? Quelques bureaux de professionnels exigeant des honoraires indûment élevés. Quelques entrepreneurs en construction. Et aussi quelques travailleurs dont on aurait dû canaliser les énergies vers des projets plus humbles, mais plus ren-

tables à long terme.

Combien coûteront ces Jeux? On parle de 500 000 \$ annuellement aux seules fins de la poursuite de la candidature de Québec. Construire-t-on un nouveau Colisée? À quel coût? Les Nordiques seront-ils toujours là dans cinq ans? Qui se servira des installations olympiques une fois le spectacle terminé? Combien coûtera l'entretien de ces installations? Trop pour la ville de Québec seule. Ultérieurement, c'est l'ensemble de la population du Québec qui devra éponger ces coûts.

On devrait utiliser les fonds publics à des fins plus rentables à long terme. Nous avons des surplus alimentaires alors qu'une partie substantielle de notre population ne mange pas à sa faim, alors que les 4/5 de la population du globe crèvent de faim. Pourquoi ne pas chercher à résoudre ce problème, tout en réalisant un profit?

N'aurions-nous pas besoin de navires pour exporter nos surplus alimentaires? La construction navale, c'est plus utile que les Jeux d'hiver.

Quand je vois mes revenus diminuer au même rythme que les taux d'intérêt augmentent et que l'on me parle de projets dont la seule conséquence sera une augmentation d'impôt, je ne peux pas faire autrement que de me demander jusqu'où ira l'irresponsabilité...

Marguerite Côté
Rimouski

Se servir de sa clef

(À Madame Monique Rousseau-Deschênes pour sa lettre publiée le 23 janvier)

Chère résidente de Sillery, à qui la police de Sainte-Foy a remis une contravention de 30 \$ pour avoir omis de verrouiller votre voiture. C'est bien triste, mais logiquement on ne peut qu'être favorable à l'existence ainsi qu'à l'utilité d'un pareil règlement.

La raison est fort simple. Chaque vol ou accident d'auto contribue à hausser les primes d'assurance de tout le monde. Même ceux qui sont des conducteurs exemplaires ou qui n'ont pas besoin des policiers pour savoir se comporter en société doivent

payer la note.

Votre indignation témoigne admirablement du malaise que perpétuent les citoyens et citoyennes, parce qu'ils croient s'acquitter de leurs responsabilités aussitôt qu'ils ont contribué à une assurance. De toute façon, ils excuseront leur abus en rappelant avoir payé des impôts.

Revenons donc à votre contravention. Au lieu de souhaiter que quelqu'un ait le temps et les moyens de contester ce règlement en vertu de la Charte des droits, comme dans chaque cas où des gens espèrent sauvegarder leur liberté d'agir de manière irresponsable, servez-vous donc de vos clés. Habituellement la carrée sert à démarrer la voiture et la ronde permet d'y accéder, en toute sécurité.

Un petit conseil : à votre place je ne me vanterais pas de laisser ma voiture déverrouillée. Si elle disparaissait dans de telles circonstances, vous auriez beaucoup de mal à vous faire dédommager entièrement par votre assureur.

François Cattapan
Ancienne-Lorette

Clinton encore sur la sellette

NEW YORK (AFP, Reuter) — Gennifer Flowers, la femme qui affirme avoir été durant douze ans la maîtresse du gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, candidat à l'investiture démocrate, a renouvelé hier ses accusations et subi pour la première fois le feu nourri des questions d'une bonne centaine de journalistes.

Le clou de cette conférence de presse retransmise par plusieurs chaînes de télévision: des enregistrements de conversations téléphoniques entre l'ancienne « Miss Adolescente America » et un homme qu'elle affirme être Bill Clinton, des bandes qui datent de septembre à décembre 1991.

Pendant un quart d'heure, sous les lambris d'un luxueux hôtel de Manhattan, les journalistes ont pu entendre des conversations où les deux supposés ex-amants s'inquiètent de la découverte possible de leur ancienne liaison, terminée il y a deux ans.

Gennifer Flowers y annonce notamment que son appartement a été fouillé sans que rien n'ait été pris. « Tu penses qu'ils essayaient de trouver quelque chose sur nous ? », s'inquiète l'homme censé être le gouverneur de l'Arkansas.

On ne peut plus médiocre, la qualité du son ne permet guère de reconnaître avec certitude la voix de l'interlocuteur masculin, même si Gennifer Flowers affirme qu'un expert l'a formellement identifiée comme étant celle de son « ancien amant ».

Prudentes, les télés n'ont pas retransmis le fragment des conversations enregistrées, les organisateurs de la conférence ayant promis quelques extraits juteux peu recommandables pour de jeunes oreilles.

Mais les journalistes hilares dans la salle — l'un d'eux lui demandant si son amant utilisait des capotes — n'ont pas été déçus: on entend ainsi Gennifer Flowers vanter l'habileté bucale de celui qu'elle présente comme Bill Clinton, traiter en passant George Bush de « bâtard sournois » et accuser le gouverneur de New York Mario Cuomo d'avoir « des liens avec la mafia ».

L'homme censé être Clinton, lui, tempête contre l'injustice du sort qui favorise un autre candidat démocrate, Bob Kerrey: « Il est célibataire, alors tout le monde se fiche de savoir si il b... ».

Cheveux décolorés mi-longs impeccablement laqués, tailleur d'un rouge violent assorti à celui de ses lèvres, Gennifer Flowers a tenté de se présenter en victime, un pari difficile pour une femme qui se refuse à dire combien l'hebdomadaire à scandale Star l'a payée pour la primeur de ses révélations, parues la semaine dernière. On parle de 50 000 \$ US.

« J'étais seule... j'avais peur de me retrouver à la rue sans travail... je voulais me protéger », a-t-elle lancé pour expliquer pourquoi elle avait eu recours à ces enregistrements.

Flanquée de son avocat, Gennifer

Flowers a même affirmé avoir été — vainement — démarchée il y a six mois par le Parti républicain de l'Arkansas, désireux de salir le nom de Clinton.

« J'ai menti à la presse pendant deux ans pour le protéger. La vérité, c'est que je l'ai aimé », a-t-elle ajouté, affirmant avoir été « dégoûtée » après avoir vu, la veille, l'interview de CBS dans laquelle le gouverneur de 46 ans et sa femme Hillary ont rejeté ses accusations. Bill Clinton y avait toutefois refusé de jurer qu'il n'avait jamais trompé sa femme au nom du droit à la vie privée.

Même si la presse « sérieuse » est restée très réservée sur ce dossier, le scandale semble avoir éclaboussé Bill Clinton. Les sondages, qui le donnaient en tête des Démocrates pour les primaires du New Hampshire le mois prochain, le placent à égalité avec Paul Tsongas, autre candidat démocrate.

Quelques heures après la conférence de presse de son accusatrice, Clinton a de nouveau nié hier avoir été l'amant de Flowers avant d'affirmer que, pour lui, cette affaire était « close ».



Gennifer Flowers, verre d'eau à la main, a dit aux journalistes de New York que le candidat démocrate Bill Clinton a menti en prétendant dimanche qu'ils n'étaient que des amis...

George Bush joue gros ce soir

WASHINGTON (AFP, NYTNS) — Le président George Bush présentera ce soir, lors de son discours sur l'état de l'Union, toute une série de mesures destinées à la fois à relancer une économie américaine toujours en récession et à améliorer son image sur le plan social.

Car les Américains n'ont jamais été aussi moroses depuis 13 ans, selon un sondage national New York Times/CBS News. 73% considèrent leur pays dans un plus mauvais état qu'il y a cinq ans, 60% d'entre eux affirmant même qu'il est temps de donner leur chance aux Démocrates.

Les mesures de Bush, qui seront contenues dans le projet de budget pour 1993 transmis demain au Congrès, comprennent principalement des réductions d'impôts. Outre leur aspect populaire en cette année électorale, ces coupes dans la fiscalité visent à dynamiser les dépenses de consommation qui représentent le plus gros de l'activité économique aux États-Unis.

Selon les nombreuses fuites parues dans la presse ces dernières semaines, les diminutions d'impôts pour les ménages devraient représenter 15 à 17 milliards \$ en 1992 et atteindre une cinquantaine de milliards \$ au cours des cinq années à venir. Elles devraient être financées

principalement par une réduction des dépenses militaires de l'ordre également de 50 milliards \$ dans les cinq prochaines années.

Parmi les divers allègements fiscaux, on retrouve notamment une déduction de revenus allant jusqu'à 1000 \$ par enfant et un crédit d'impôts de 5000 \$ pour ceux achetant pour la première fois un logement, mesure destinée à relancer la construction actuellement au point mort.

M. Bush proposera également une baisse des impôts sur les plus-values en capital — qualifiée dans le passé de « cadeau aux riches » par les Démocrates — et des avantages fiscaux pour les entreprises investissant davantage. Mesure qui pourrait être aussi critiquée par les Démocrates même si elle est présentée comme une aide aux chantiers navals, le président souhaite la suppression d'une taxe sur les yachts.

À dix mois des élections présidentielles, M. Bush va également tenter de redresser son image sur le plan social en accordant aux familles les plus pauvres des ré-

ductions d'impôts pour les aider à payer leur assurance médicale. Près de 40 millions d'Américains sont démunis de toute assurance médicale.

À côté de ces baisses d'impôts, le président va proposer aussi une augmentation de certaines dépenses fédérales. Mais cette progression restera très limitée et n'aura quasiment aucun impact sur l'activité économique car l'administration Bush est coincée par un déficit budgétaire record.

Toujours dans le domaine social, le gouvernement va développer ses dépenses consacrées à l'éducation et à l'aide alimentaire dans les quartiers défavorisés. Le président Bush tentera aussi d'améliorer son image de défenseur de l'environnement.

En Bref

Des trafiquants de bébés arrêtés

RIO DE JANEIRO (AFP) — Une bande de trafiquants de bébés en direction de l'Allemagne a été démantelée hier à Curitiba (État du Paraná, sud du Brésil) avec l'arrestation d'un homme et de trois femmes qui ont vendu l'année dernière plus de 60 bébés brésiliens à l'étranger. La bande achetait les bébés entre 200 et 300 \$ pour les revendre à l'étranger jusqu'à 60 000 \$ US.

Le parti de Mitterrand régresse

PARIS (AFP, Reuter) — À deux mois des élections régionales et locales, et à un an des législatives, le Parti socialiste français (PS) au pouvoir depuis plus de dix ans a pu mesurer pendant le week-end la chute vertigineuse de sa popularité: ses candidats ont enregistré des scores catastrophiques lors d'élections partielles dimanche, et samedi, ses plus fidèles militants de 1981 l'ont conspué pour sa politique d'immigration. Le PS s'est parfois classé troisième, après le Parti d'extrême droite de Le Pen.

Ambassadeur US rappelé d'Haïti

WASHINGTON (Reuter, AFP) — Les États-Unis ont rappelé pour consultation hier leur ambassadeur à Haïti pour protester contre le raid de samedi contre le bureau du dirigeant communiste René Théodore, pressenti comme premier ministre d'un futur gouvernement. L'armée haïtienne, qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide le 30 septembre, a déclaré dimanche qu'elle déplorait le raid effectué par la police lors d'une réunion privée à laquelle assistaient des personnalités politiques. L'opération a fait un mort, un garde du corps de René Théodore.

Survie du gouvernement Shamir

JERUSALEM (Reuter, AFP) — Le gouvernement du premier ministre israélien Yitzhak Shamir, devenu minoritaire après la défection de deux petits partis de la coalition au pouvoir, a entamé des consultations en vue d'élections anticipées. Des députés de la Knesset ont déclaré que le scrutin pourrait avoir lieu en juin ou juillet. Le mandat des élus expire normalement en novembre prochain. Le gouvernement a survécu hier à cinq motions de censure contre sa gestion de l'économie déposées par l'opposition. Les motions ont été repoussées par 55 voix contre 49 et cinq abstentions.

Le «parti unique» algérien éclate

ALGER (AP, AFP) — Le Front islamique du salut (FIS) a pour la première fois depuis l'instauration du Haut comité d'État le 15 janvier proposé de dialoguer avec le gouvernement tandis que le Front de libération nationale (FLN) semblait s'acheminer vers une «reconnaissance» du nouveau pouvoir. La session extraordinaire du comité central de cet ancien parti unique algérien a connu la nuit dernière un véritable coup de théâtre avec la démission collective du bureau politique du parti.

Désamorcée près d'une école

BELFAST (AFP, Reuter) — Une unité de l'armée britannique a désamorcé hier soir une très grosse bombe, pesant 410 kg, dans la ville frontalière de Strabane, dans le comté de Tyrone, ont annoncé des sources militaires. Une grande partie du centre ville a été bouclée durant l'alerte pendant que la bombe, déposée à 500 mètres d'une école, était manipulée. Par ailleurs, le gouvernement britannique a échoué hier dans ses efforts pour relancer les négociations sur l'avenir politique de l'Irlande du Nord.

Collision de trains en Italie

ROME (Reuter) — Une collision entre deux trains de banlieue a fait cinq morts et plus de 100 blessés, hier, dans les environs de Rome, près de l'aéroport de Ciampino, a déclaré la police. Toutes les routes des environs du lieu de l'accident ont été coupées pour faciliter les secours. Les pompiers ont dû découper les toiles pour dégager des passagers bloqués dans les débris de wagons. Selon un porte-parole des chemins de fer italiens, il semble que l'un des trains ait quitté trop tôt la gare de Ciampino et ait alors percuté un autre convoi qui entrait en gare.

La tueuse d'hommes est coupable

DELAND, Floride (AP) — Accusée d'avoir tué sept hommes sur les autoroutes de Floride, une prostituée a été trouvée coupable hier de meurtre au premier degré relativement à la première de ses victimes. Les 12 membres du jury ont délibéré pendant une heure et 35 minutes avant de prononcer leur verdict contre Aileen Wuornos après un procès de deux semaines. L'accusation avait dit qu'elle demanderait la peine capitale si Wuornos était déclarée coupable.


METTEZ DU SOLEIL
DANS VOTRE QUOTIDIEN
LE SOLEIL
 IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

ALMA Auto M. Gagné inc. 662-4013 L'ANGE-GARDIEN Auto Langlois inc. 822-0671 BAIE-COMEAU Routhier Automobiles Inc. 589-1809 BAIE-SAINT-PAUL Auto R. Bouchard 435-2664	CHARLESBOURG Qué-Bourg Auto Itée 626-7777 CHICOUTIMI Les Automobiles Sagamie 545-0626 LÉVIS Rinfret Auto Inc. 833-2133 MONTMAGNY Montmagny Volkswagen 248-0057	NEW RICHMOND Autos New Richmond 392-4414 RIMOUSKI Automobile du Golfe 724-5180 RIVIÈRE-DU-LOUP Messe & Plante Auto 862-3490 SEPT-ÎLES J.E. Michaud Auto 962-5622	SAINT-GEORGES Vallée Automobile Inc. 228-2931 THETFORD MINES Rousseau & Fils 338-6104 TROIS-RIVIÈRES 3-Rivières Volkswagen 377-3355 VICTORIAVILLE Garage Bourliard 758-1352
---	---	---	--


L'hiver en première classe chez la famille Dufour
A GAGNER: 10 FORFAITS POUR 2 PERSONNES CHEZ LA FAMILLE DUFOUR
DU JEUDI 27 FÉVRIER AU DIMANCHE 1er MARS 1992, UNE VALEUR DE 1 000 \$ CHACUN!

PROGRAMME:
Jeu 27 février:
 16h15: départ de Québec en direction de l'HÔTEL VAL DES NEIGES au Mont-Sainte-Anne. Cocktail de bienvenue, souper, coucher.
Vendredi 28 février:
 Petit déjeuner, ski alpin ou ski de fond au Mont-Sainte-Anne, ou piscine, tourbillon, sauna, salle d'exercices et salle de jeux. Dîner. Départ pour l'AUBERGE LA PIGNORONDE à Baie-Saint-Paul. Cocktail de bienvenue, souper, coucher.
Samedi 29 février:
 Petit déjeuner. Ski au Massif, ou piscine intérieure. Départ vers l'HÔTEL CAP-AUX-PIERRES à l'île aux Coudres. Cocktail de bienvenue, souper, activités en soirée, coucher.
Dimanche 1er mars 1992:
 Petit déjeuner. Randonnée en traîneaux à chiens, ou piscine, salle de jeux, dîner, retour vers Québec.

COMMENT PARTICIPER:
 • Regardez le rapport météo du Grand Journal de 22 heures sur les ondes de TELEVISION QUATRE SAISONS. L'animateur donnera un mot de passe différent à chaque jour.
 • Remplissez le coupon publié dans LE SOLEIL du lundi au vendredi jusqu'au 6 février et inscrivez-y le mot de passe quotidien ainsi que la date de sa diffusion.
 • L'attribution des prix se fera à raison de 2 forfaits par semaine les vendredis 17, 24, et 31 janvier et de 4 forfaits le mardi 11 février.
 • Les noms des gagnants des trages seront diffusés le jour même dans le cadre du Grand Journal de 17 heures à TELEVISION QUATRE SAISONS.
 • La date limite pour la réception du courrier est le 11 février à 11 heures.

CONCOURS «L'HIVER EN PREMIÈRE CLASSE»
 Postez ou déposez à: LE SOLEIL, C.P. 15800, Québec G1K 8A8 (390, Saint-Vallier Est, Québec) ou TELEVISION QUATRE SAISONS, CFAP-TV, C.P. 2222, Québec G1K 7N8 (500, rue Bouvier, Québec).
UN COUPON PAR ENVELOPPE

Mot de passe:
 Date de diffusion:
 Nom:
 Adresse:
 Ville: Code postal:
 Tél.: rés.: bur.:
 Règlement disponible au quotidien LE SOLEIL. Aucun fac-similé ou reproduction mécanique.


LE SOLEIL
 IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

Prenez la route en Passat
 VALEUR RÉSIDUELLE GARANTIE
 TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS


À PARTIR DE 299\$* PAR MOIS

* POUR UNE PASSAT CL 1992 4 PORTES AVEC ACOMPTÉ DE 2 500 \$
 * Tous ces prix sont basés sur un bail de 48 mois. Le 1er versement et l'acompte sont dus au moment de la livraison. Sujet à approbation par Crédit Volkswagen inc. Frais d'immatriculation, taxes et assurances en sus. Valable jusqu'au 29 février 1992. Le prix peut varier selon les options et le modèle choisis.

VCI
 CREDIT VW CANADA INC.
 FINANCEMENT DE QUALITÉ
 POUR UN PRODUIT DE QUALITÉ

LAVAL VOLKSWAGEN LTÉE
 777, boul. Charest Ouest, Québec
 687-4451



A M E U B L E M E N T S
TANGUAY

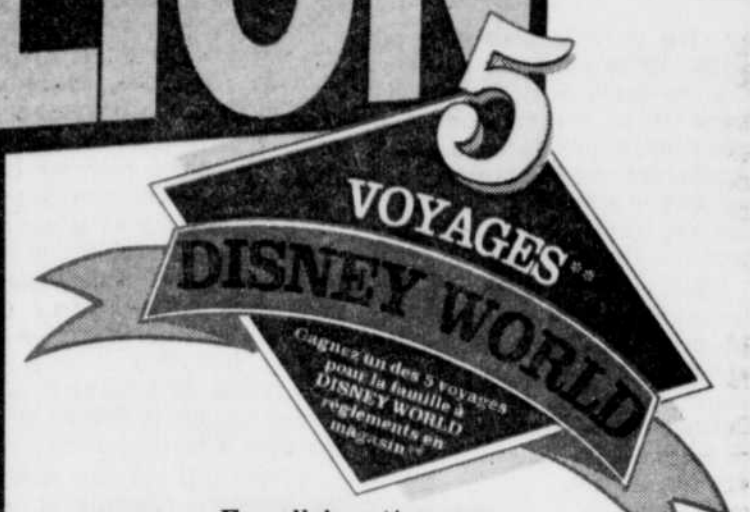
VENTE DU MILLION

COMMENCEZ
À PAYER
1 AN
APRÈS LA LIVRAISON

Achetez maintenant!
aucun comptant, aucun paiement, aucun intérêt

Faites livrer votre marchandise quand
bon vous semblera en 1992 et
commencez à payer

1 an après



En collaboration avec

et **air transat**
L'extraordinaire



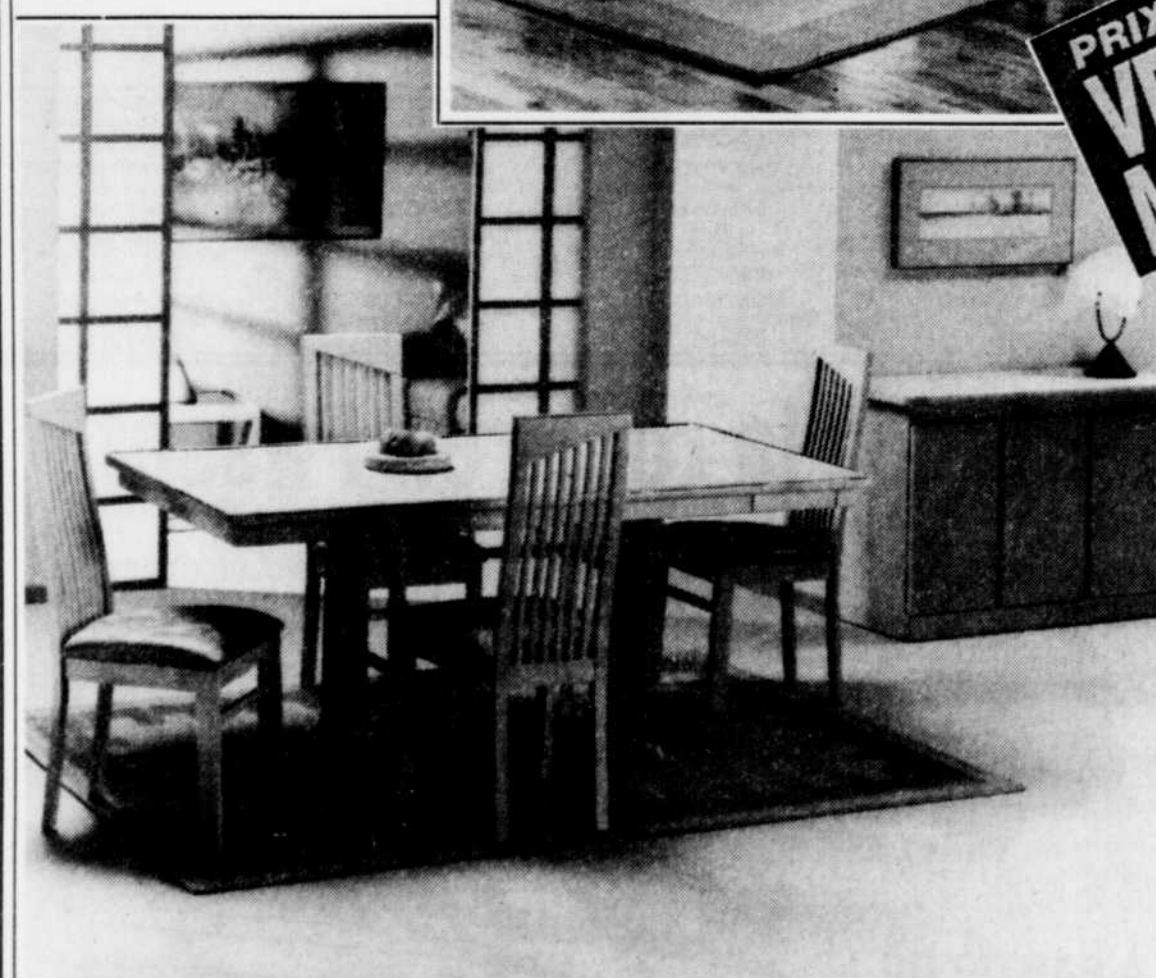
LE MEUBLE VILLAGEOIS

Mobilier en chêne massif. Table munie d'un panneau rallonge.
Disponible dans les couleurs suivantes : naturel, acajou, noir, chêne beige. Les sièges sont revêtus d'un tissu assorti.

LE MEUBLE VILLAGEOIS
LE MEUBLE VILLAGEOIS
Mobilier en chêne massif. Table munie d'un panneau rallonge. Disponible dans les couleurs suivantes : naturel, acajou, noir, chêne beige. Les sièges sont revêtus d'un tissu assorti.



PRIX SPÉCIAUX VENTE DU MILLION



VLS DESIGN

Mobilier en stratifié de couleur "bleach".
Table munie de deux rallonges aux extrémités. Les sièges sont revêtus d'un tissu assorti.

PRIX RÉDUITS SUR TOUS NOS LAVE-VAISSELLE

- ASKO**
- GENERAL ELECTRIC**
- KitchenAid**
- Frigidaire**
- Inqlis**

LAVE-VAISSELLE ÉLECTRONIQUE



Modèle : GSB9240 G.E.



Modèle : GSB9240 G.E.

Action de lavage à 3 niveaux
Distributeur de détergent à double godet
Broyeur d'aliments mous
Filtre autonettoyant

Distributeur de produit de rinçage automatique
Touches électroniques
9 cycles

Disponible : noir sur noir ou blanc sur blanc

599⁹⁵

GARANTIE:
1 an - 100% pièces et main-d'œuvre
3 ans - système de lavage
10 ans - cuve intérieure

Cartes de crédit acceptées. *Sous réserve de l'approbation du service du crédit, ne payez que les taxes de vente. L'intérêt sera calculé qu'à partir d'un an après la livraison sur le solde dû et sera porté à votre compte.

** RÉGLEMENTS DISPONIBLES EN MAGASIN. Les personnes désignées au hasard seront rejointes et devront répondre correctement à une question d'aptitude en mathématiques avant d'être déclarées gagnantes.

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province !

LÉVIS:

5720, boul. Étienne-Dallaire
(angle Kennedy)
833-4511

BEAUPORT:

535, boul. Ste-Anne
667-6282

LES SAULES:

Carrefour Les Saules
5150, boul. l'Ornière
871-4411

TROIS-RIVIÈRES:

2200, boul. des Récollets
(819) 373-1111

RIMOUSKI:

822, boul. Ste-Anne
(route 132)
POINTE-AU-PÈRE
725-4411

LIVRAISON ET SERVICE:

QUÉBEC: **872-2242**
TROIS-RIVIÈRES: **(819) 373-1111**
RIMOUSKI: **725-4411**